

UN REQUISITOIRE CONTRE LES CRIMES SIONISTES

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**SAMEDI 8
DIMANCHE 9 JANVIER**
N°345 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Lire en page 9
**LA FIN DE
NOTRE REPORTAGE**
**Non, l'Ariège
ne mourra
pas !**

HOMMAGE À MAHMOUD HAMCHARI ET MAHMOUD SALEH

Ce matin, nous serons au cimetière du Père Lachaise. Nous y serons pour réunir dans un même hommage deux militants de la juste cause palestinienne : Mahmoud el Hamchari, assassiné le 8 janvier 1973 ; Mahmoud Saleh, assassiné cette semaine.

Comme en un douloureux écho, quatre ans après, c'est les mêmes crimes sionistes qui reprennent sur notre sol. Durant ces quatre années, le réseau des tueurs, sur lequel pourtant tant de renseignements sont accessibles, est resté impuni : l'assassinat de Mahmoud Saleh en est le résultat.

Nous serons au Père Lachaise parce que nous ne pouvons tolérer que cette situation se prolonge, que demain de nouveaux patriotes tombent en France sous les balles sionistes. Nous y serons parce que le combat de Mahmoud Saleh, le combat de Mahmoud Hamchari, le combat palestinien, porte témoignage que le temps n'est plus où l'on pouvait impunément réduire les peuples en esclavage. Comme le prouvent chaque jour les opérations de la Résistance, les soulèvements en Palestine occupée.

Nous rendrons hommage à ces deux combattants, parce que la solidarité est totale entre la lutte du Tiers-Monde, à laquelle la cause palestinienne appartient, et notre propre lutte révolutionnaire.

Nous rendrons cet hommage, avec le cœur serré par un regret : que Mahmoud Saleh ne puisse, du fait du refus qu'opposeront probablement les sionistes, être enterré dans son village de Sebastiah, comme déjà Mahmoud el Hamchari n'avait pu reposer dans sa patrie : la Palestine aujourd'hui occupée.

Ce matin, au père Lachaise, nous partagerons cette volonté ardente pour laquelle ont vécu, pour laquelle sont morts, ces deux combattants de la libération : que leur peuple retrouve enfin toute sa terre, qu'il puisse y vivre dans la liberté, la démocratie et la justice.

OFFENSIVE ANTI-OUVRIERE DU POUVOIR

Beullac veut remanier
le code du travail

VIOLENTE REMISE EN CAUSE DES DROITS SYNDICAUX

Beullac, le ministre du Travail, mettant hier ses pas dans l'ornière tracée par Giscard, est venu confirmer que patronat et gouvernement prépareraient les dispositions pour faciliter ce nouveau coup de griffe contre les libertés politiques.

Déjà, Giscard donnait mercredi le signal d'une nouvelle campagne d'ampleur contre les libertés politiques au sein de l'entreprise. Sous le prétexte que «les lieux de travail doivent conserver leur caractère de neutralité politique», l'attaque de Giscard vise directement à tenter de porter un coup de frein au débat politique dans les usines, et ce à l'approche des échéances électorales des mois à venir.

Ce n'est pas là une menace en l'air de la part de la bourgeoisie : passé l'effet d'intimidation recherché avec la publicité tonitruante faite autour des propos de Giscard, la bourgeoisie entend passer aux actes et prendre les moyens de mettre en pratique ces visées scélérates contre les droits démocratiques.

On a déjà évoqué comment ces propos de Giscard donnaient le feu vert aux patrons et à la justice à sa solde pour mener une chasse systématique aux militants politiques à l'usine ou «légaliser» les interventions policières contre les prises de paroles...

Suite p. 4



Barre et les patrons

L'ACCORD N'EST TOTAL QUE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

C'est devant des patrons pessimistes que Barre s'est présenté hier au forum de l'Expansion. Si l'on en croit un sondage de la Sofres, 57 % des patrons s'attendent à une hausse des prix de l'ordre de 10 % en 77, et surtout 83 % d'entre eux pensent que le plan Barre nuira à leur expansion ! Face à cette situation, Barre s'est efforcé de montrer combien il estimait le rôle déterminant des chefs d'entreprises («avec tout ce que le mot chef comporte»), et combien il était attaché à l'économie «libérale».

Il s'est fait longuement applaudir sur ces points là, comme quand il a réaffirmé son souhait, d'avoir des entreprises saines, prospères et libres de leurs décisions. Mais cette tentative de séduction n'est pas suffisante aux yeux des patrons, comme en témoigne les questions qu'ils ont adressées au chef du gouvernement, sur la relance des investissements principalement. Le moins que l'on puisse dire, c'est que Barre a nuancé ses réponses, alliant la chèvre et le chou ; au PDG

de la Thomson, il répond que le gouvernement s'en tiendra à ses objectifs... Mais qu'il n'est pas question de refuser des investissements productifs immédiats à des entreprises saines, dans des conditions à déterminer : la porte reste ouverte à toutes les possibilités. Les 3 milliards accordés à la sidérurgie, les 100 millions envisagés pour la Thomson et la CGE en sont une preuve.

Suite p.3

RASSEMBLEMENT

Pour le 4^e anniversaire de l'assassinat de Mahmoud Hamchari et pour protester contre l'assassinat de Mahmoud Saleh

**Samedi 10 h 30
Cimetière
du Père Lachaise**
Le PCRml appelle
les travailleurs parisiens
à se rassembler pour
cet hommage organisé
par l'OLP

LA DÉLÉ-
GATION
DE L'OLP
PROTESTE
AUPRÈS DU
GOUVERNEMENT
FRANÇAIS

voir p. 7

BIG CHIEF

Grève
illimitée
pour les
avantages
acquis

Voir p.5

NOEL EN IRLANDE BELFAST VILLE OCCUPEE

Reportage de Sébastien GWELTAZ

«DEHORS, LES TUEURS !»

«Avant, dans Belfast, on pouvait se promener tard la nuit, sortir sans crainte des pubs et des cinémas. Maintenant, depuis que les brits sont là, c'est impossible. Avant il n'y

avait que très peu de vols, rarement d'assassinats. Aujourd'hui, à huit heures du soir et même plus tôt, il n'y a guère de monde dans les rues, c'est trop dangereux».

LA PAIX A TOUT PRIX ?

Les «accidents» occasionnés par la présence britannique et les meurtres perpétrés par les «loyalistes» ne sont guère fait pour rassurer.

Le 10 août dernier, en plein Belfast, l'armée tire sur une voiture conduite par un membre de l'I.R.A. Provisoire. Le chauffeur est tué, la voiture folle va faucher et tuer les trois enfants Maguire. Deux jours plus tard, Betty Williams et Mairead Corrigan créent le «Mouvement des Femmes pour la Paix». Ce mouvement déclaré «apolitique» a pour but de «mettre fin à toute violence en Irlande», son premier acte sera de rendre responsable l'I.R.A. Provisoire de la mort des enfants Maguire... Dès sa création, le W.P.M. (1) comporte des ambiguïtés qui vont disparaître au fil des jours et des déclarations. Ses deux fondatrices sont membres respectivement de l'Alliance Party (pro-britannique) et de la Legion of Mary (émanation de l'église réactionnaire du Sud), B. Williams, secrétaire de Guinness est mise en congé payé illimité, le mouvement reçoit un local, une voiture. Maintenant, c'est Mac Menamin, truand de l'immobilier au Sud, qui finance le «centre de réconciliation» de Glen Clee pour le W.P.M. Divers groupes fascistes soutiennent le mouvement. Mais le sommet est atteint lorsque le porte-parole du mouvement pour-la-peace-à-tout-prix déclare : «L'armée et les R.U.C. (2) sont les seuls garants de l'ordre au Nord» La dernière promise du W.P.M. est Joyce Kelly, loyaliste bien connue dont la maison était le Q.G. de l'U.V.F. (3) et qui a préféré la brûler plutôt qu'elle soit occupée par les «bâtards

irlandais»... Au début, ce mouvement a eu une certaine ampleur parce qu'il se basait sur les aspirations à la paix qui existent chez les Irlandais. Cependant très vite, son audience est tombée lorsqu'il a révélé sa nature exacte, rien d'étonnant car, comment avoir la paix tout de suite dans un pays occupé, où les «brits» tirent sur tout ce qui est catholique, où les gamins de dix à douze ans se font assassiner, où plus de 25% des Irlandais sont au chômage et vivent dans des taudis, sont mitraillés et plastiqués par les «loyalistes» ? Comment avoir la paix avec ça qui continuerait ?

A Belfast, il est clair pour beaucoup de gens que la paix ne viendra qu'après la victoire, c'est-à-dire après la libération nationale. «Parler de paix avant, c'est objectivement soutenir les brits», disent-ils. La trêve avec l'occupant et ses alliés «loyalistes» n'est pas possible, après la victoire, de laisser les Unionistes présents, développer leur propagande sectaire, bigote et anti-irlandaise, il n'est pas possible de les laisser dominer la population catholique : 50 ans c'est assez, 700 ans c'est beaucoup trop !

La paix ? oui, mais avec la justice, tel est bien le mot d'ordre de la population nationaliste, et l'armée britannique est bien obligée de le reconnaître : «L'hostilité est irrémédiable et aucun mouvement pour la paix ne peut se développer ici (...) l'armée est vue avec une incontestable hostilité comme force d'occupation» («Visor», feuille de l'armée).

Ici, la lutte se voit à chaque pas, les insignes que portent les gens, les slogans peints sur les murs réclament le départ des troupes d'occupation, appellent à rejoindre les mouvements républicains. Dans le quartier de Turf Lodge, l'armée britannique ne peut plus entrer depuis qu'un jour d'octobre 1976, elle a froidement assassiné Brian Steward, dix ans, d'une balle en caoutchouc tirée dans sa nuque. «Ils étaient cinq cents à nous jeter des pierres», déclarent-ils pour se justifier. Les témoins sont formels, Brian ne faisait rien. A la suite de ce nouvel assassinat, les femmes du quartier ont impulsé, au travers du Mouvement des Locataires de Turf Lodge, une série de meetings et actions pour chasser les soldats britanniques du coin. Le W.P.M. qui a été invité n'a pas daigné répondre sauf une fois pour provoquer, disant que «la violence des nationalistes est plus vicieuse que celle des britanniques» ! B. Williams est repartie dans une voiture qui ne marchait plus très bien et, c'est le service d'ordre du meeting qui a permis qu'elle échappe à la colère

des femmes du quartier. Turf Lodge, «No go area» pour les occupants : dès que l'un d'eux pointe son nez, toute la population l'en chasse, dernièrement une patrouille est venue parader, aussitôt, les femmes les ont chassés et une unité de l'I.N.L.A. (4) a abattu un Britannique. «Depuis qu'ils ne viennent plus, on est heureux, les gamins peuvent sortir jouer dans la rue sans crainte d'être assassinés par les bouchers». Depuis longtemps, on ne voit plus de R.U.C. dans les rues des quartiers nationalistes car, «on les tue tous, comme ça ils comprennent vite».

- (1) W.P.M. : Mouvement des femmes pour la Paix
- (2) R.U.C. : Royal Ulster Constabulary, police du Nord composée exclusivement de «loyalistes»
- (3) U.V.F. : Ulster Volunteers Fighters, les combattants volontaires de l'Ulster, groupe fasciste loyaliste
- (4) I.N.L.A. : Armée de Libération Nationale Irlandaise, proche du Parti Socialiste Républicain Irlandais (I.R.S.P.)
- (5) Gardai : Police de l'État «libre».



Les empêcher d'entrer dans les quartiers

«NOUS VAINCRONS»

Les murs de Belfast sont aussi recouverts de slogans ou affiches, réclamant le rétablissement du statut de détenu politique pour les patriotes emprisonnés. En effet, au début de 1976, le secrétaire d'État pour le Nord de l'Irlande l'a supprimé alors que ces statuts avaient été arrachés en 1972 par une grève de la faim menée victorieusement par des patriotes emprisonnés. Kieran Nugant, 19 ans, a été

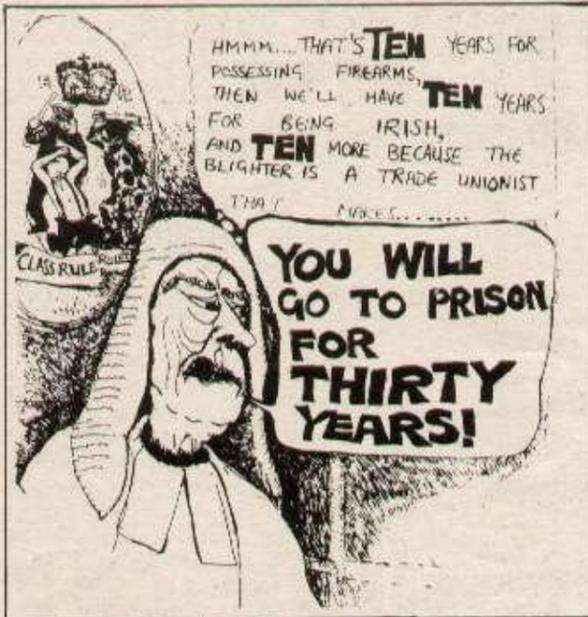
le premier emprisonné à ne pas bénéficier du statut. Il est nu dans une cellule sans chauffage du camp de concentration de Long Kesh, refusant de porter les habits de droit commun, tenu dans un isolement total, il n'a ni livre, ni visite, ni courrier, le matin on lui retire son lit et sa couverture. De nombreux patriotes arrêtés depuis, le suivent dans la lutte. Dans les quartiers de Turf Lodge, Ballymurphy, des Falls ou

Andersowstown, des centaines de milliers de tracts sont distribués par la population, les meetings sont quotidiens. «nous vaincrons car nous sommes déterminés à vaincre».

On a présenté au monde la population nationaliste rejoignant en masse le W.P.M., pourtant chaque geste démontre le contraire : le regard défiant la patrouille, les jeunes attaquant les occupants, la lutte

dans les camps, les forces de libération se développent.

La réalité du Nord de l'Irlande, de Belfast, c'est celle de tout un peuple en lutte contre l'occupant. Mais quand on quitte le Nord, les Gardai (5) vous souhaitent «la bienvenue au Sud» généralement en fouillant la voiture. Dans un coin, l'armée (du Sud) attend. On dit que parfois, ils sont plus durs que les brits...



«Ça fait 10 ans pour possession d'armes à feu, plus 10 ans pour être Irlandais et 10 ans de plus parce que l'accusé est un syndicaliste, ça fait... vous irez en prison pour 30 ans !»

L'enfer des prisons anglaises pour les patriotes irlandais

Le 3 juin 1975, dans une prison de l'île de Wight, mourrait Michael Gaughan à la suite d'une grève de la faim de soixante-six jours. Le 12 février 1976, dans une autre prison anglaise, mourrait Frank Stagg après soixante jours de grève de la faim. Le 9 octobre 1976, Noël Jekinson était trouvé mort «dans des conditions mystérieuses» dans sa cellule de Leicester, en Angleterre. Ils se battaient pour le respect de leurs droits et dignité, ils voulaient puger leur peine en Irlande. Voici le témoignage d'un détenu en Angleterre (1) :

«Dans la cellule où vous avez été mis, il y a toujours le même matelas de ciment. Dans un coin se trouve un broc d'eau potable et, dans le coin opposé, un pot malodorant pour faire ses besoins. La cellule peut contenir une table sale et graisseuse qui a toujours un pied plus court que les autres. La chaise n'est rien de plus qu'un bloc de béton placé contre le mur. Ils fouillent cette cellule quand vous y sortez et rentrez. Debout, sur le sol sale, on vous fouille, entouré par les gardiens. Vous retirez vos vêtements et la tenue de la prison que l'on vous donne est sale et trop grande pour vous. En prison on ne vous donne jamais de tenue à votre taille.

— Pourquoi me fouillez-vous ?
— Ta gueule !

L'un d'eux affirme que c'est pour s'assurer que vous n'avez pas d'arme dissimulée (...) Ils fouillent les vêtements, examinent vos joues, la plante des pieds (...) Puis ils vous allongent sur la table graisseuse et pendant que quelques uns vous tiennent les bras et les chevilles, un autre enfonce un gant en plastique et enfonce ses doigts dans votre rectum.

Enfin, on vous laisse, pour vous habillez, on vous laisse avec votre colère, votre humiliation et votre impuissance. Ce qu'ils viennent de faire est simplement illégal. Ils vous ont physiquement agressé. Dans votre isolement total, vous ne pouvez rien faire.

Quelques prisonniers qui finissent leur période d'isolement total, deviennent dépendants de drogues que les médecins distribuent libéralement. Ces drogues sont le valium, le librium et le mogadon. Les prisonniers drogués sont facilement contrôlés. Après un temps, ceux qui prennent les drogues ne réagissent plus, ils attendent seulement que le médecin leur donne leur dose quotidienne. J'ai su qu'un docteur avait fait garder un détenu qui refusait les drogues, en isolement total».

Tel est un des aspects de la vie de tous les jours dans les prisons anglaises pour les patriotes. Fouilles, humiliations, pas ou peu de courrier, pas de livre ni droit d'écrire. Les visites sont rares car le voyage d'Irlande en Angleterre revient cher pour les familles. De plus, quand visite il y a, il faut remplir un questionnaire pour la police, prouver que l'on connaissait le détenu avant qu'il soit arrêté. Puis le visiteur est fouillé, humilié, traité de «bâtard irlandais» alors que paradoxalement la nationalité irlandaise n'est pas reconvenue pour les détenus. Frank Stagg a refusé d'avoir des visites de sa femme pour lui éviter ces humiliations. Pour d'autres détenus, pas de vêtements et des cellules peu chauffées dont les gardiens cassent les carreaux...

Interdictions, expulsions, arrestations...

on veut faire taire 3 millions de travailleurs

«Aucune association étrangère ne peut se former, ni exercer son activité en France sans autorisation préalable du ministre de l'intérieur.»

«Les associations d'étrangers, quelle que soit la forme sous laquelle elles peuvent se dissimuler, qui ne demandent pas l'autorisation dans les conditions fixées ci-dessus sont nulles de plein droit, sur strict arrêté du ministre de l'intérieur.»

Ce sont des extraits du décret du 12 avril 1939 au nom duquel l'Organisation des Communistes Africains (OCA) vient d'être interdite en France. Cette mesure, venant après une série d'autres, fait partie d'un ensemble visant à interdire toute activité politique aux travailleurs immigrés, qui représentent une partie très importante de la classe ouvrière de notre pays.

Ce décret sinistre a une histoire : c'est sous ce prétexte qu'a été interdit en 1939 le parti communiste ; pour ceux qui préparaient la victoire d'Hitler et l'avènement de Pétain, les communistes ne pouvaient être considérés que comme des agents de l'étranger. Ce n'est pas la première fois, ces derniers mois, que cette réglementation répressive est exhumée pour les besoins de la bourgeoisie ; déjà, le 26 mai, l'association générale des étudiants du Gabon était interdite sous le même prétexte.

On se souvient aussi de l'interdiction du FRAP (Espagnol), de l'UDP (portugais), de l'ETA (basque) et de l'internement de ses militants à l'île d'Yeu des organisations proprement dites. Mais la répression politique contre les étrangers a encore bien d'autres visages. L'actualité immédiate nous en fournit deux exemples criants.

DEUX EXEMPLES CRIANTS

Le premier, c'est le maintien en prison, contre toute vraisemblance juridique, de l'étudiant patriote iranien Takbiri. Alors que le vide du dossier, les protestations importantes, ont contraint la justice française à libérer son camarade Oskoui, la seule charge que l'on maintient contre lui aujourd'hui est le témoignage de l'agent de la SAVAK blessé lors d'un attentat, et qui prétend le reconnaître : ce n'est

même pas de la justice française, c'est en réalité de la politique iranienne, que ce camarade est actuellement prisonnier.

L'attitude adoptée par le régime à l'égard des assassinats de militants palestiniens est également significative : malgré les renseignements transmis, notamment par les autorités norvégiennes, sur le réseau terroriste sioniste en France, aucune «piste» n'a jusqu'ici été trouvée par la police. Autoriser de fait les tueurs des militants palestiniens à agir impunément en France, c'est encore porter atteinte à la liberté politique des étrangers vivant dans notre pays.

TROIS MILLIONS DE TRAVAILLEURS

Ces derniers mois encore, l'affaire des foyers SONA-COTRA, avec l'expulsion de travailleurs luttant simplement pour des conditions de vie plus décentes dans notre pays, est venue rappeler que toutes les atteintes aux libertés des étrangers visent fondamentalement à museler l'expression de trois millions de travailleurs immigrés qui sont un puissant potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière de notre pays.

Voici quatre ans, le gouvernement de Pompidou sortait une circulaire, la circulaire Fontanet, qui visait à réglementer le séjour des travailleurs immigrés en France, de manière à les réduire au silence. A l'époque, c'était par le jeu des

autorisations de séjour, de travail, et le contrôle de la résidence, que l'on prétendait contrôler les Algériens, les Portugais, les Marocains, les Africains, et tous ceux que l'impérialisme a contraint à venir gagner leur vie dans les usines françaises.

C'est une très large mobilisation qui a permis alors de faire reculer le pouvoir, au moins partiellement.

directement à l'expression politique des travailleurs immigrés et autres camarades étrangers que le gouvernement de Giscard prétend s'attaquer par une série de mesures. Réagir fermement est encore la condition pour que l'unité de la classe ouvrière ne reçoive pas un coup, pour que nos frères immigrés puissent prendre toute leur place dans la lutte des classes.

Aujourd'hui, c'est plus

J. LERMET



MUNICIPALES

● A Toulon, la PCF souhaite la présence sur les listes d'union de la gauche de l'amiral Sanguinetti et du rugbyman Herrero. Mais il revendique le poste de maire et de premier adjoint, refusant ainsi la dernière proposition du PS de placer Sanguinetti en tête.

● A Nîmes ce n'est pas le RPR Claude Servan-Schreiber qui conduira la liste de la majorité, mais carrément l'ancien préfet du Gard, Grollemund. Lui, au moins n'aura pas de difficultés avec la préfecture lors de sa campagne.

● A Lille, l'union de la gauche... avec la droite, va-t-elle enfin se réaliser ? En tout cas, sur la liste projetée par le parti socialiste, figurent quatre «indépendants» de l'ancienne municipalité socio-centriste. Mauroy serait prêt à laisser dix sièges au PCF, tout en conservant la majorité absolue pour son parti.

● Qui sera le candidat du RPR pour les élections de mars à Saint Germain en Laye ? Monsieur Michel Périllard. Le nom vous dit quelque chose ? Bien sûr, c'est le directeur de l'information de Radio-France : au nom de la neutralité de la radio et de la télé.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

A propos de l'affaire des «Micros du Canard Enchaîné», la Fédération des Travailleurs de l'Information, de l'audiovisuel et de l'Action Culturelle (FTIAAC CFDT) et le Syndicat des Journalistes Français CFDT s'étonnent des attendus dont le juge Pinsseau a agrémenté son ordonnance de non lieu.

Selon ce magistrat, la protection voulue par le législateur envers chaque citoyen en matière d'atteinte à la vie privée «ne saurait s'étendre à l'affaire en cause car les journalistes ne peuvent avoir dans un local professionnel que des conversations d'ordre politique, général ou professionnel»...

Cette étrange conception de la protection due aux citoyens fait bon marché, entre autres choses, de la liberté de la Presse. Si elle devait se répandre à quel système totalitaire et policier pourrait-elle conduire ?

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'HYPOTHÈSE DE LA PROPORTIONNELLE

Sous le titre : «Pour une réforme électorale», «Le Monde» de samedi publie une double tribune libre de deux personnalités de la «majorité» : Francis Doré, secrétaire national des Républicains Indépendants, et Gabriel Péronnet, président du Parti Radical. Sujet : le mode de scrutin pour les élections législatives. Position : en faveur d'une réforme constitutionnelle introduisant un mode de représentation proportionnel.

La question est d'importance. C'est la nature du prochain parlement, les alliances qui pourront s'y nouer, qui se trouvent ainsi remises sur le tapis. Que signifierait en effet ce changement de la loi électorale ? Tout simplement, une représentation proportionnellement bien supérieure à ce qu'elle est actuellement des petits groupes du centre (R.I., mais surtout radicaux et centristes) : il faut, par exemple, avec le scrutin majoritaire actuellement en vigueur, trois fois plus de voix pour élire un député CDS qu'un député RPR.

VERS DES RENVERSEMENTS D'ALLIANCE ?

Mais encore, le scrutin proportionnel, permettant aux différents partis de se présenter en ordre dispersé, sans avoir nécessairement à constituer au moment de l'élection de blocs visant à la majorité absolue. Ce serait une bonne manière de permettre au parti socialiste, maintenant remis à flot, de rompre son alliance avec les révisionnistes. Seul inconvénient : le nombre de députés du PCF se trouverait également, par la même occasion, considérablement augmenté.

Apparemment, cela n'inquiète pas suffisamment ces deux politiciens pour les faire renoncer à cette combinaison. F. Doré s'en prend aux «forces d'origines diverses, souvent opposées, qui tentent de nous entraîner dans une nouvelle guerre sociale» (lisez : le RPR et le PCF). Et il ajoute : le scrutin proportionnel «évite ce choc de deux France artificiellement rassemblées qui pourrait bien être fatal au régime lui-même, dans l'hypothèse où l'exercice du suffrage universel, pratiqué pour l'élection du président de la République et celle des députés, donnerait des résultats contraires». C'est-à-dire, au cas où une majorité parlementaire de gauche se trouverait opposée à Giscard, dans le cadre du système actuel.

LES DÉLICES DE LA IV^e RÉPUBLIQUE

Péronnet, de son côté, exprime la même préoccupation. D'où la nécessité de «nuancer singulièrement la bipolarisation d'aujourd'hui», et de «permettre une distribution plus subtile de l'échiquier politique».

Autrement dit, il s'agit de favoriser ces renversements d'alliance qui ont fait les délices de la IV^e République. Le même Péronnet suggère une réforme du système des suppléances pour les députés : «il suffirait que les suppléants ne remplacent le député ou le sénateur devenu ministre que durant la seule période où ces derniers prendraient part aux responsabilités gouvernementales». Ainsi, en permettant un va-et-vient constant entre le gouvernement et le parlement, on porterait un coup supplémentaire à la séparation entre les pouvoirs exécutif et législatif instaurée par la constitution de 1958.

UNE URGENCE ?

Péronnet, au demeurant, s'affirme pressé : «c'est parce que l'échéance prochaine de notre vie politique l'appelle impérieusement que je souhaite voir remis sur le tapis la question du nécessaire toilettage de notre constitution». Donc avant les prochaines élections législatives.

Naturellement, les obstacles sont multiples : celui que nous avons déjà évoqué, concernant une représentation supérieure du PCF. Mais aussi la réaction très vive qu'une telle réforme électorale ne manquerait pas de provoquer de la part du RPR, dont la domination parlementaire se trouverait de la sorte directement remise en cause. Cependant, MM. Péronnet et Doré n'écrivent pas au hasard : le moins qu'on puisse dire est que cette réforme est débattue dans les partis non RPR de la majorité. Le probable est également que, du côté de l'Elysée, on doit actuellement en peser toutes les conséquences. En considérant en particulier que la gauche, dont le programme commun comporte précisément cette réforme, serait bien mal placée pour s'y opposer. Y compris le PCF, qui risquerait pourtant d'en être la victime.

LORRAINE

La grogne du RPR

«Nous serons amenés à tirer certaines conclusions en ce qui concerne les élections municipales par exemple». Voilà ce que Messmer a déclaré hier après l'élection de son rival JJSS à la présidence du conseil régional de Lorraine. Ces conclusions, un autre dirigeant local du RPR les a tirées ouvertement : «Aux prochaines élections municipales, les centristes, et notamment ceux de la Moselle devront se passer des voix du RPR. Qu'ils ne s'étonnent donc pas qu'on laisse éventuellement passer des socialistes». Voici quelques jours, Guéna, délégué politique du RPR, proclamait pourtant la nécessité de lutter à outrance contre le parti de Mitterrand : «Si vous dites : les socialistes ne sont pas si mal que ça, ce sont vos propres électeurs qui se rallieront au PS».

POLITIQUE

O.R.T.F. : MAIN-MISE ACCRUE DES GISCARDIENS

Dans le cadre des rivalités qui opposent les différentes fractions de la majorité et dans la perspective des élections proches, le contrô-

le de l'information devient pour chaque clan d'une importance vitale. C'est ce que semble avoir compris Giscard.

En bref... En bref...

● **Le gouvernement a présenté aux dirigeants des organisations de vignerons les conclusions du rapport Ben-tegeac sur leur profession. On y relève notamment un plan d'arrachage de 60 à 65 000 hectares de vignes, ainsi qu'un projet de restructuration de la propriété foncière accélérant la concentration dans ce secteur.**

● **Giscard a réuni à l'Élysée les petites têtes de son association «démocratie française» : Granet, UDR ; Stasi, centriste ; Colli, RI ; Debbasch et Haenel. Stasi a annoncé à sa sortie des «réunions et rencontres les plus diverses».**

On apprenait hier dans les milieux proches de l'ORTF que, passant par dessus la tête des directeurs de chaînes, il tente d'imposer ses hommes à la direction des services d'information. C'est ainsi qu'à TF1, Jacques Idier, directeur du service, serait remplacé par J-Claude Nancy, dont les sympathies pour les RI ne font pas de mystère. Sur Antenne 2, Charles Bodinat, responsable du service, serait remplacé par Jean-Pierre Elkabach, spécialiste de l'interview complaisante. J-M Cavada, rédacteur en chef du journal, et Christian Guy, son adjoint seraient mis sur la touche, le statut ne permettant pas de les licencier purement et simplement.

Si cette nouvelle devait se confirmer, elle illustrerait les difficultés et les dissensions de la majorité, ainsi que la nature de l'«indépendance» de l'information.

Barre et les patrons

L'ACCORD N'EST TOTAL QUE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Suite de la page 1

Voilà un élément capable sinon de faire disparaître la morosité des patrons, tout au moins de l'estomper un peu.

Il en fallait d'autres, et d'abord la fermeté vis-à-vis de la classe ouvrière. Barre n'a pas abordé directement cette question, sinon pour rappeler que les pays «forts» économiquement étaient ceux qui savaient s'opposer aux revendications de la classe ouvrière, et de citer l'Allemagne, où les salaires n'ont augmentés que de 6,6 %, le Japon (1,7 %) alors qu'en France ils auraient augmentés de «14,5 %» ! Quand on sait à quoi correspondent en réalité ces 14 %, on imagine ce que le plan Barre prévoit pour 77 !

Derrière ces mots sur la fermeté se cachait l'attitude intransigeante mise en œuvre aux Caisses d'Épargne de Paris, ou à la Belle Jardinière. La morosité des patrons est avant tout liée à



la menace de lutte de la classe ouvrière et les capitalistes étaient plus «détendus» hier qu'ils ne l'étaient aux alentours du 7 octobre. Barre a su jouer là-dessus, et le gouvernement met

la main à la pâte. De plus, le plan Barre est un plan de longue durée, pas du tout conjoncturel, son auteur l'a répété ; et il ne faudrait pas que des bouleversements politiques viennent lui nu-

re : sous entendu, messieurs les patrons, prenez vos responsabilités face aux élections qui se profilent, pesez bien le pour et le contre.

«Magnifique démonstration» selon Ambroise Roux, aux yeux des patrons, mais le pessimisme, ou «l'optimisme mesuré» reste de rigueur pour eux. «L'autoritarisme absolu» (vis à vis des investissements), n'existe pas, le gouvernement a montré sa capacité à s'opposer aux luttes et aux travailleurs, les municipales approchent ; tout cela déride un peu les patrons, qui n'en restent pas moins sceptiques sur les possibilités de redressement économique et de sortie de la crise. On les comprend, et d'autant plus qu'à leur fermeté s'opposera la détermination des travailleurs.

Nicolas Duvallois

LUTTES OUVRIÈRES

6^e entrevue avec Mottin

«UNE SIMPLE PRISE DE CONTACT»... après 6 réunions

Il y a plusieurs semaines, après que les ouvriers du «Parisien Libéré» en lutte depuis 21 mois, étaient violemment chassés des locaux qu'ils occupaient par les bandes policières de Ponia, les dirigeants révisionnistes de la FFTL offraient comme seule perspective de «riposte» la suspension de la grève de 48 h déclenchée dans le Livre à son appel. Le prétexte ? Des négociations allaient enfin s'ouvrir. A ce jour, on en a peu vu la couleur !

De plus, «autre point positif» selon la FFTL, un médiateur était nommé, Mottin, chargé de chercher des «solutions au conflit». Hier, une fois de plus, avait lieu une rencontre entre ce monsieur et une délégation de la CGT du Livre. Evidemment, comme les précédentes, elle n'a abouti à rien. Les propos de Mottin, dès le début de la réunion, pouvaient le laisser penser dès avant qu'elle ne se tienne d'ailleurs ! Il affirmera qu'il ne s'agissait là que d'une «simple prise de contact»... après 6 réunions !

Derrière ces propos provocateurs il y a une réalité



Picot (FFTL) et Mottin (le «médiateur»)

indéniable : le pouvoir veut gagner du temps, faire pourrir la lutte en tentant de décourager les grévistes. On peut se demander dans ces conditions si la seule perspective offerte par la CGT du Livre, à savoir passer son temps à quêmander une entrevue avec la direction du «Parisien Libéré» (une direction qui ne se presse pas de se montrer) est bien adaptée à la situation !

D'autant plus que la répression elle, n'attend pas et continue de plus belle : hier encore, des travailleurs étaient jugés par le tribunal de Pontoise, pour «vol

d'exemplaires du «Parisien Libéré», le torchon de feu Amaury. C'est l'attentisme que préconise la direction révisionniste du Livre !

● LE CHEVAL D'AMAURY N'ÉTAIT PAS DOPE :

Contrairement aux insinuations malveillantes d'une partie de la presse, le cheval qui a désarçonné Amaury le PDG du «Parisien Libéré» n'avait pas été dopé, les analyses de la salive du cheval n'ont rien révélé d'anormal.

Beullac remanie le code du travail

VIOLENTE REMISE EN CAUSE DES DROITS SYNDICAUX

Suite de la page 1

Ce que le journal «l'Aurore» annonçait hier comme la volonté du «gouvernement de réagir par les moyens de la loi, contre le remue-ménage perturbateur, le discours incongru, l'affichage et le tract», Beullac entend le réaliser en remaniant au besoin le Code du Travail : «Le Code du Travail, a-t-il déclaré, comporte des dispositions claires et bien connues. Ce qu'il y a, ce sont des essais de détourner le Code. Je veillerai à ce que ces tentatives soient mises en échec». Ce faisant, Beullac se réserve la possibilité de modifier, édulcorer ou apporter des corrections restrictives aux articles de la législation du travail garantissant l'exercice du droit syndical : heures de délégations des représentants du personnel, liberté d'affichage sur les panneaux, libre usage des locaux syndicaux, ou encore de réglementer avec sévérité certains droits et attributions des comités d'entreprise. On ne compte plus les coups bas perpétrés par Beullac, à la suite de Durafour, pour tenter de décapiter et décimer des organisations syndicales à la suite de luttes particulièrement significatives qui battaient en brèche le mur de la

politique de crise. Cela s'est traduit par le licenciement de plusieurs dizaines de délégués élus ou de militants syndicalistes. Beullac vient encore donner un exemple de cette offensive hargneuse inaugurée par Durafour en autorisant le licenciement de Luc Brotte, délégué CGT d'une petite usine ardéchoise.

En de nombreuses occasions, les travailleurs ont fait la preuve de leur volonté de s'opposer à cette politique répressive des ministres giscardiens du travail en soutenant massivement leurs représentants frappés. En mai dernier, plusieurs militants et sections syndicales visées par Durafour avaient tenu un meeting commun à Paris avant de développer d'autres initiatives ensemble. Ils ne toléreront pas plus qu'aujourd'hui, la bourgeoisie légalise et étend ses visées anti-ouvrières qui en viennent dans les faits à remettre en cause des acquis démocratiques importants des mouvements de masse de 46 et 68. Aussi devrait-on se réjouir qu'hier les confédérations CGT et CFDT dans une prise de position commune notant «qu'une telle situation est le produit de la crise de la

société capitaliste, de la volonté de pouvoir et du patronat de tout faire pour imposer les objectifs de licenciements, de réduction du pouvoir d'achat et d'atteintes graves aux enquêtes sociales» qu'elles prennent l'engagement de déclencher une campagne pour exiger la réintégration des licenciés «Durafour-Beullac». Les directions confédérales ont simplement «oublié» de préciser quels moyen elles entendaient mettre en œuvre pour cette large mobilisation promise «dont les modalités ne seront connues que plus tard».

Les menaces de Giscard et Beullac aujourd'hui ne permettent pourtant pas un quelconque répit dans la riposte aux attaques contre les libertés démocratiques, ou que cette riposte soit différée au nom d'intérêts étrangers à ceux des travailleurs. Réfléchir, préparer l'offensive d'ensemble contre la politique d'austérité de Giscard-Barre appelle aussi plus que jamais à ce que soient préservés et entendus les droits et les libertés acquises qui permettront de mener à bien cette offensive nécessaire !

Julien LEBLOND

LUTTES OUVRIÈRES

100 MILLIONS POUR THOMSON ET CGE

Le PDG de Thomson, M. Walhain, s'inquiétait dans une question à Barre au cours du forum du premier ministre avec les patrons si celui-ci entendait procéder à un soutien ferme aux investissements des entreprises. M. Walhain n'a pourtant aucune raison de manifester tant d'inquiétude pour le sort de sa firme : dans les antichambres des ministères, les commis mettent la dernière main à un plan de restructuration de l'industrie des composants électroniques. Ce plan sera sans doute rendu public avant une semaine. Et selon les renseignements qui ont filtré, c'est une coquette subvention de cent millions de francs qui tomberait dans l'escarcelle des trusts, Thomson d'abord, leader français dans ce secteur et CGE. Cette industrie des composants électroniques est un secteur en constante restructuration et gourmand de subventions d'Etat. Composants «actifs» (semi-conducteurs) ou «passifs» (diodes, résistances), les trusts américains comme Texas-Instrument marchent avec une bonne longueur d'avance sur ces deux marchés.

Or, aujourd'hui, avec l'extension du secteur téléphonique ou de l'armement (les secteurs «en expansion» pour lesquels Thomson a déjà reçu de fabuleux concours financiers de l'Etat), il faut à l'impérialisme français une industrie de composants «rationnelle et compétitive».

Avec ces nouveaux milliards en poche et de nouveaux accords passés avec les trusts du pool électronique européen (Philips, Siemens, etc.), Thomson va donc restructurer son empire. C'est ce que laisse aussi prévoir les rumeurs insistantes de licenciement dans les usines du trust comme nous l'indiquaient les travailleurs de la Sescosom à Grenoble. De quel prix, la Thomson entend-elle faire payer aux travailleurs cette nouvelle restructuration ? L'annonce imminente du plan «composants» ne va pas tarder à le révéler...

LES CRIMES DU CAPITAL :

Trois accidents mortels du travail

- Joao Favea, 40 ans, manœuvre, employé par la société R.E.P. (Récupération de Matériaux de Construction) a été tué, écrasé entre un bulldozer et un camion à Bouqueval, près de Villiers-le-Bel, dans le Val d'Oise.
- André Boyer, 23 ans, ouvrier de la société Somaro, travaillant sur le chantier de la déviation de la R.N. 9 à Coudes, près d'Issoire (Puy de Dôme) a été happé par un câble dont l'amarre s'est rompue. Il a été projeté à vingt mètres contre une paroi de roches, et tué sur le coup.
- Serge Chabou, employé communal à Bessans (Savoie) conducteur d'un engin «rattrac» à chenilles, destiné au damage des pistes, a été tué par son engin qui a dérapé, s'est retourné et l'a écrasé.

Monin Ordures Service (Lyon) Manifestation, prise de paroles, Les travailleurs se mobilisent contre la répression

Les travailleurs de l'entreprise Lyonnaise Monin Ordures Service ont désormais engagé d'une manière large la lutte contre la répression qui les frappe : on sait que l'ensemble des chargeurs de l'entreprise ont appris le 29 décembre, par le biais de l'inspecteur du travail qu'ils étaient licenciés.

Face à cette attaque d'ampleur, les travailleurs de Monin ne restent pas inactifs et hier encore ils ont multiplié les initiatives d'action : ils se sont rendus en manifestation devant les locaux de FR 3 avec une banderole déployée à l'avant sur laquelle était inscrite «Parce qu'ils refusent de travailler 48 h par semaine, Monin licencie ses 130 chargeurs».

Le but était de faire pression pour obliger la télévision à parler d'eux, et également qu'elle vienne filmer une autre action prévue pour lundi soir : une manifestation appelée par le syndicat Construction-Bois et l'union locale CFDT de Villeurbanne, au siège de la direction.

Après que la direction de FR 3 ait «promis» d'y être (mais les travailleurs ne font pas beaucoup d'illusions), les travailleurs sont repartis toujours en manifestation, distribuant des tracts et en effectuant une prise de parole devant les magasins de la Part-Dieu.

La popularisation va continuer durant le week-end.

Il faut souligner en outre, que chaque matin, les travailleurs se rendent dès 5 h 30 devant les portes de la succursale de l'entreprise

à Villeurbanne. Toujours quotidiennement, une assemblée générale se tient à la Bourse, pour faire le point et décider des actions à entreprendre. Bref, les journées sont loin d'être inoccupées ! Nous devons faire de la manifestation de lundi, un succès ! Halte à la répression patronale !

MANIFESTATION LUNDI
10 JANVIER 1977
A 17 H 15 de la mairie de Villeurbanne au siège de Monin Ordures Service, 29 rue Jules Vallès, à Villeurbanne à 18 h

• UNE NOUVELLE : LES CHÔMEURS EXISTENT : MONSIEUR BARRE LES A RENCONTRÉS : Hier matin, à Nanterre, et pour la première fois, il a même discuté avec eux (c'est si rare de rencontrer un chômeur de nos jours!), et qu'a-t-il découvert ? Que les locaux de l'ANPE avaient un aspect accueillant, que le personnel était compétent et plein de qualités humaines ; on n'en doute pas. Il a aussi conclu qu'il fallait améliorer la «mobilité» des jeunes chômeurs, et que les cadres au chômage avaient de graves problèmes financiers et moraux. Cela veut-il signifier que les autres chômeurs sont satisfaits de leur condition ?

Big Chief (Vendée) :

LE PATRON : SUPPRESSION DES AVANTAGES ACQUIS... CONTRE LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

UN «DILEMME» REFUSÉ PAR LES OUVRIÈRES !

Aujourd'hui, les 500 ouvrières de l'entreprise textile Big Chief (à la Roche sur Yon en Vendée) vont terminer leur semaine de lutte ou plutôt entamer leur 6^e jour, à une heure où la bourgeoisie tente par tous les moyens d'appliquer et de faire accepter son plan d'austérité, cette lutte montre la voie : c'est contre la suppression d'importants avantages acquis que la grève illimitée a été décidée, une politique qu'un peu partout, le patronat, fidèle en cela au plan Barre tente d'appliquer.

Le 13^e mois, le refus des heures supplémentaires, le maintien des autorisations d'absences en cas de maladie, le refus des cadences, voilà les exigences des ouvrières !



Mais plus encore : car pour tenter de faire passer ces mesures, la direction... fait le chantage à l'emploi. En effet, il y a un an, les ouvrières menaient une lutte illimitée contre la fermeture, lutte aboutissant à la reprise de l'usine par Biderman. Aujourd'hui, il menace de s'en aller (il n'a jamais signé l'accord d'entreprise et ce n'est pas un hasard !). Et bien, ce «dilemme», méthode favorite de nombre de patrons, pour les travailleuses, à juste titre ne saurait exister. Un emploi pour tous ! Non à la dégradation de nos conditions de travail ! Maintien et extension de nos avantages !

Ce chantage est une méthode adoptée largement par le patronat aujourd'hui. Mais les ouvrières refusent ce «dilemme» ! Ce week-end, plusieurs petites initiatives vont être prises : distribution de tracts de popularisation sur les marchés de la ville, un concours de belote va en outre, être organisé, la prise en charge des problèmes financiers devant se faire dès maintenant. Mais bien sûr, des initiatives d'une importance beaucoup plus grande se doivent d'être prises, si l'on veut gagner face à un patron bien décidé à ne pas céder. Et il est vrai qu'un nombre encore trop important de travailleurs de l'usine ne sont pas en lutte. Des questions qu'il va falloir résoudre.

Fonction publique LE DERNIER EN DATE DES «ULTIMATUMS» ADRESSÉS A BARRE PAR LES SECTIONS SYNDICALES

Les syndicats de la Fonction Publique CGT, CFDT, FEN, FO, CGC, CFTC, et Autonomes viennent de lancer un nouvel «ultimatum sérieux» au gouvernement Giscard-Barre. «L'ultimatum» en question qui est le dernier d'une longue série faits depuis plusieurs semaines, exige que le gouvernement «ouvre immédiatement des négociations sérieuses hors de tout préalable et de tout carcan» dans la Fonction Publique ajoutant que «si une première réunion répondant à ces exigences n'avait pas lieu avant le 13 janvier, les organisations sous-signées retiendraient le principe (1) d'un arrêt de travail... dans la seconde quinzaine de janvier». Voilà un ultimatum qui n'est pas de nature à gêner beaucoup le pouvoir !

• La firme «Campari» avait demandé à tous ses revendeurs de s'employer à écouler les stocks de «Bitter Campari» avant le 1^{er} janvier. En effet, passé cette date le colorant, très cancérigène, E 123 (amarante), qui donne sa «belle» couleur rouge à cette boisson est interdit

dans les denrées alimentaires !

• Le conseil général de l'Aveyron a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre ses travaux pour protester contre le licenciement des 350 ouvriers de Creusot-Loire (Decazeville) et l'expropriation des agriculteurs du Larzac.

Après la reprise du travail à la Caisse d'Epargne

LA DERNIERE TRAHISON DU PCF

Ainsi, le PCF dans «L'Humanité» s'acharne une seconde fois sur la lutte des «Ecoreuils» en permettant à la direction de faire passer un communiqué dans lequel elle informe : «sa clientèle que tout est remis en œuvre afin que les intérêts de 76 soient comptabilisés dans les meilleurs délais» ce qui veut dire en clair que les employés vont devoir mettre les «bouchées doubles». C'est d'ailleurs ce que le PCF tente de faire accepter aux grévistes... si les jours de grève sont payés. Après que les membres de ce parti, majoritaires aux Caissees aient conduit la lutte à l'échec, cela donne un éclairage supplémentaire sur la soi-disant volonté qu'il aurait eu de la mener à la victoire. En fait, son souci constant n'aura jamais été

de conduire les «Ecoreuils» à la bataille contre le plan Barre, mais bien plutôt de mettre les revendications de ceux-ci... à la remorque de son projet politique qui, en ce qui concerne les Caissees d'Epargne est clair : «Lui rendre son efficacité économique» c'est-à-dire, continuer de plus belle ce qu'a commencé la direction : la restructuration avec l'augmentation de la charge de travail que cela suppose.

Mais le PCF aurait tord de crier victoire ! A l'évidence un résultat positif de cette lutte aura bien été que nombre de guichetiers prennent conscience de la nature de ce parti. Ils feront tôt ou tard mentir leur propos hystériques le jour de la reprise «C'est fini! fini! fini!» et cela le PCF n'y peut rien !

Caisse d'Epargne de Paris

PARIS, le 1 JANVIER 1977

**INTERETS
ET MISE A JOUR
DES COMPTES**

LA CAISSE D'EPARGNE DE PARIS a le plaisir de vous adresser le relevé de vos comptes au 31 décembre 1976. Ce relevé vous indique le solde de vos comptes au 31 décembre 1976 et le montant des intérêts et des dividendes qui vous ont été versés pendant l'année 1976.

Les intérêts des comptes courants et des comptes d'épargne sont calculés sur la base du taux en vigueur au 31 décembre 1976. Les dividendes sont versés sur la base des déclarations de dividendes reçues par la Caisse d'Epargne de Paris.

Les comptes de vos comptes sont mis à jour au 31 décembre 1976. Les intérêts et dividendes sont versés sur votre compte courant ou sur votre compte d'épargne.

Les comptes de vos comptes sont mis à jour au 31 décembre 1976. Les intérêts et dividendes sont versés sur votre compte courant ou sur votre compte d'épargne.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

TAKBIRI TOUJOURS PRISONNIER DU SHAH

Guy Floch juge d'instruction a confronté le 5 janvier Keykavoussi, l'agent de la SAVAK et Mohamed Reza Takbiri, le patriote iranien. Sans sourcilier, Keykavoussi a déclaré reconnaître Takbiri à «99,99 %» comme son agresseur ! Takbiri a répondu à cette calomnie que son accusateur «mentait à 100 %». Suite au maintien de cette accusation Takbiri est maintenu en détention, prisonnier uniquement de la parole du Shah, que Keykavoussi était retourné voir entre temps pour prendre des ordres. Keykavoussi a même eu le culot de dire lors de l'audience «qu'il ne savait pas ce qu'était la CISNU» !

L'agent iranien n'a eu aucun mal à «identifier» Takbiri, car sa photo est paru largement dans la presse, qu'il a eu le temps de consulter sur son lit d'hôpital. Suite à cette «confrontation», Me Beauvillard a adressé une longue lettre de cinq pages au juge, reprenant tous les arguments de la défense. Le juge doit prendre une décision mercredi soir prochain. En attendant, otage du Shah, Takbiri reste emprisonné !

La TVA baisse... pas les prix !

La campagne d'intoxication gouvernementale bat son plein sur le thème «La TVA, les prix baissent aussi» Panonceaux, messages publicitaires radio-diffusés, etc. Mais, de la même façon que le soi-disant blocage des prix, la baisse de la TVA n'empêche surtout pas les prix de monter !

Le prix du café va augmenter de 30 à 40 % ce qui va faire peu à peu du petit déjeuner, une dépense relativement importante dans le budget quotidien. Il faut rappeler que le chocolat, les biscottes avaient déjà augmenté récemment. Cette nouvelle hausse du café, qu'il est commode pour le gouvernement, de mettre sur le dos des pays producteurs en omettant les profits

des torrefacteurs est en train de faire du «p'ti noir» une boisson de luxe et l'entraînera à augmenter encore sur les comptoirs des cafés.

Les prix de l'hôtellerie vont être augmentés de... 6 %.

Des augmentations ont eu lieu sur un certain nombre de boissons : vins, cidre, huile d'olive (chez «Nicolas» entre autres).

Les fabricants de chaussures se préparent à une hausse de 10 % sur leurs prix dès le début du printemps. Enfin un certain nombre de maisons d'électro-ménager ont programmé des hausses de 10 à 15 % sur les appareils de chauffage (machines à laver, congélateurs), le tout théoriquement en baisse !

MATESA, SODETEX... phalanges libanaises ?

QUI A FAIT ANNULER LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE PASCALE DE VARGA ?

Nouveaux rebondissements dans l'affaire de l'assassinat du député de l'Eure, la fille de De Varga, qui avait annoncé en début de semaine qu'elle apporterait des révélations lors d'une conférence de presse, faisait savoir par son défenseur, M. Pignot qu'il n'y aurait pas de conférence de presse pour ne pas trahir... «le respect de l'instruction» ! De plus, rajoutait Me Pignot «nous n'avons rien obtenu de concret ces derniers jours. Une communication publique ne serait pas intéressante en l'état».

Ce soudain respect du «secret» d'une instruction déjà violée par Poniatowski, ne peut manquer d'étonner. Comment peut-on croire, de surcroît, que de Varga n'aurait rien de plus à faire préciser ? Quelles sont les menaces de mort qui auraient été adressées à Pascale de Varga. Ce revirement donne une idée des intrigues et peut être des pressions dont le secret de l'instruction n'est que le commode paravent.

Autres faits qui sont sûrement liés de très près à l'affaire de Broglie. La douane de Paris a saisi 34 tableaux signés «Vally», pseudonyme de de Varga lorsqu'il lève le pinceau.

Une Mercedes appartenant à la société «La Reine Pédaque» a été volée une nuit dernière à Paris et retrouvée quelques heures après. Quelle était sa destination ? Qu'y avait-il à cacher ou à prouver avec cette voiture ?

GISCARD, MATESA AND C^o...

La presse espagnole se pose de nombreuses questions quant à l'affaire de Broglie. Sachant que les gouvernants espagnols sont probablement très au fait des dessous des relations Matesa-Sodetex, les commentaires peu convaincus par la version de Poniatowski des faits ne sont que plus significatifs...

Matesa, entreprise textile, avait bénéficié d'un crédit de 13 milliards de pesetas utilisés pour l'évasion des capitaux. Les relations entre le directeur de la Matesa et les ministres des Finances et du commerce de l'époque, Lopez Bravo et Navarro Rubio (de l'Opus Déi) furent révélés par les phalanges qui obtint leur départ. Or à la même époque, Giscard d'Estaing était lui-même ministre des Finances, et entretenait donc forcément des relations avec son homologue de l'Opus Déi. Mieux encore la presse

espagnole rappelle que, à la même époque, lors d'un voyage éclair et... incognito (!), Giscard avait rencontré, lors d'une partie de chasse, organisée par les patrons de la Matesa, des personnalités qui furent impliquées par l'affaire dans le scandale et notamment... Lopez Bravo et Navarro Rubio !

DES ARMES POUR LES PHALANGES ?

Enfin, la liaison permanente par «Euro Signal» entre Simoné et Varga aurait servi à trouver des débiteurs et à conclure rapidement et discrètement des affaires. L'idéal pour que les hommes ne soient pas trop remarqués ensemble... Et ces ventes d'armes dont la presse fait état, à qui étaient-elles donc destinées ? Le fruit de la vente alimentait donc quelle escarcelle ? Qu'en est-il de ces clients situés dans les pays arabes, entre autres, et de ces phalanges libanaises pour qui ces armes auraient constitué un bon ballon d'oxygène dans leur tentative d'extermination des Palestiniens ?

Toutes ces questions sont posées aujourd'hui. Que nous connaissions un jour tous les ressorts de cette affaire ou truanerie et politique majoritaire sont étroitement mêlées, n'arien d'évident. Mais elle donne une assez bonne idée, d'ores et déjà, du vrai visage de «la démocratie française» dont parle Giscard et de l'Europe «anti-terroriste» de Poniatowski et consorts. Affaire à suivre.



Giscard mêlé au scandale De Broglie, par le biais de l'affaire Matesa ; des surprises encore en perspective !

Santé et Sécurité Sociale

VEIL ET LES RI RÉITÈRENT LEURS MENACES

La commission de Santé des Républicains Indépendants se penche sur «l'exercice de la médecine, la pharmacie, la médecine salariée et la Sécurité Sociale» Elle doit remettre ses conclusions définitives d'ici deux à trois mois. Mais les déclarations du porte-parole de cette commission Delaneau sur la Sécurité Sociale nous imposent la vigilance.

buton des revenus doit se faire par le biais de l'impôt sur le revenu et non par la Sécurité Sociale. D'ailleurs une redistribution des revenus par le biais du plafonnement contribuerait à accentuer le phénomène inflationniste.

Jeu, vers 15 h 00, sur la voie 301, un mineur et un facteur de Houdin ont trouvé la mort. 11 autres mineurs ont été blessés ainsi que les chauffeurs des deux véhicules. Un autobus des transports artésiens amenait 43 mineurs de la région de Bruay qui revenait de la fosse 24 d'Estevelles près de Douai. Il a été accroché par un semi-remorque allemand qui venait en sens inverse. Le facteur qui se trouvait là en bicyclette a été écrasé. La violence du choc a été si fulgurante que l'autobus a fini sa course dans un petit jardin et le semi-remorque a

emmené avec lui une partie d'une façade d'une maison. Dans la région, les habitants de la région appelle cette voie «la route de la mort». Elle a été construite pour relier rapidement la région de Bruay à la région de Lens, et par là même de Douai pour organiser les déportations quotidiennes des mineurs et des autres ouvriers d'une région qui meurt : celle de Bruay où il ne reste plus qu'une fosse en activité, vers les puits et les usines de la région de Lens et de Douai.

Les habitants de la cité où s'est produit l'accident dé-

noncent le danger que représente cette route, non aménagée pour le trafic qu'il y a : «Avant, sur cette petite route, ne circulaient que des tracteurs, maintenant écoutez ce bruit. C'est comme ça, dès quatre heures du matin, tous les jours. On tient toujours les enfants derrière les maisons mais jamais devant. On a fait des pétitions pour réclamer des panneaux «Attention enfants», «Ralentissez». Bien sûr, ça n'a rien donné encore».

Il paraît qu'il y a un projet pour que la route passe dans les champs à l'extérieur de la cité. Mais de toute façon, elle est trop étroite pour son trafic.

Le député PCF, Maurice Andrieux, dénonce les pouvoirs publics, qui ne donnent pas de crédits pour améliorer les réseaux routiers. Mais quelle est la responsabilité du conseil régional à majorité de gauche pour la construction et l'entretien de cette route départementale ?

Correspondant

● Pas d'interrogatoire cette semaine dans l'affaire de Broglie. Le juge le Floch s'y refuse, de même qu'il a refusé de montrer aux défenseurs de de Varga la lettre de de Broglie par laquelle il lui concéderait une

partie de sa fortune. Cette lettre existe-elle vraiment ? Si ce n'est pas le cas, tout le scénario présenté par Poniatowski s'écroule définitivement, puisque le motif du meurtre disparaît.

Quant à Simone Veil, elle a, lors du dernier conseil des ministres, rappelé à la fermeté les administrations hospitalières, en précisant que 2/3 des charges sont représentées par le biais de personnel...

Elle a rappelé la nécessité de «maîtriser les équipements», autrement dit de donner un coup d'arrêt à l'évolution hospitalière et technologique des hôpitaux. Enfin, cyniquement, elle a osé prétendre que les hôpitaux ne «connaissent plus la grave pénurie de personnel constatée dans un passé récent» ! Il faut rappeler que c'est par centaines qu'on compte les effectifs en moins, de 75 à 76 dans la plupart des grands centres hospitaliers et que les malades courent de ce fait désormais de graves dangers dans ces établissements.

Les RI affirment que «il faudra bien un jour ou l'autre passer par la réduction de certaines prestations» Et Delaneau rajoute «Les gens qui auraient des moyens normaux (?) de vivre, des revenus décents, pourraient fort bien payer une partie de leurs dépenses de santé» Seuls seraient pris à 100 % ceux qui seraient dans le besoin «Il s'agirait d'un système de Sécurité Sociale à deux niveaux» qui existerait déjà selon les RI «puisque certaines catégories de citoyens recourent à des mutuelles ou à des compagnies d'assurances pour compléter leur couverture sociale»

On ne peut être plus clair. La commission santé des RI planche de fait sur le brouillon du plan Barre en ce qui concerne la S.S., sur

les mesures qui devraient nous être infligées au printemps prochain. Les précisions qu'elle apporte sur la S.S. à «deux niveaux» sont menaçantes, car, hormis une partie infime des travailleurs auxquels la couverture intégrale sera maintenue, la masse des travailleurs se verra tenue de payer une cotisation supplémentaire pour avoir droit à des prestations réduites ! Compte tenu de l'état d'esprit de ces déclarations, on peut légitimement s'inquiéter de la couverture sociale qui sera accordée aux chômeurs. Par ailleurs, les RI qui sont très courageux pour serrer la ceinture des travailleurs, sont moins enthousiastes pour serrer celle des cadres. Ils se prononcent contre le déplafonnement, sous des prétextes divers «La redistri-

Maroc

LES ACCUSES AFFRONTENT L'UNION SACREE

Le procès des militants marxistes-léninistes d'Illal Amam et du mouvement du 23 mars se poursuivent sous une forme de plus en plus inquiétante.

L'accusation a reproché aux accusés l'existence d'un bulletin clandestin qui dénonçait l'armée marocaine «intervenu au Sahara pour réprimer la lutte de libération nationale des masses sahariennes». Un des avocats qui refuse en plein procès de défendre l'accusé parce qu'il n'est pas d'accord avec lui, indique que ce procès est d'une tout autre nature que celle prévue au départ.

Au fur et à mesure du déroulement des interrogatoires, la question du Sahara est de plus en plus posée avec insistance. Contre nos camarades se présente l'union sacrée constituée lors de la marche verte : ce sont les avocats de l'USFP qui menaçaient de défendre les accusés pour leur attitude devant le procès qui se retirent aujourd'hui. Par ailleurs, certains accusés ont violemment protesté contre la participation d'avocats du PPS (Parti du Progrès pour le socialisme) dans les rangs de la défense. Ils les ont récusés parce que ce parti a traité nos camarades de traîtres pour leur attitude face à la guerre d'agression contre le Sahara qui revenait à demander leur condamnation devant les tribunaux du roi. Le PPS est un parti révisionniste dirigé par Ali Yata ; celui-ci a servi d'ambassadeur spécial de Hassan pour l'Union Soviétique et quelques pays de l'Est pour

glaner un soutien à la marche verte, la marche d'agression organisée par le roi préparant l'invasion militaire.

ANTISEMITISME CONTRE CERTAINS ACCUSES

Le rassemblement de tou-

tes les forces de l'Union sacrée contre nos camarades qui ont le courage de défendre jusqu'au bout la solidarité entre les peuples marocain et sahraoui est d'autant plus inquiétante que les formes du procès s'inspirent du procès de Kénitra en 1973 et de Casablanca la même année : comme alors les origines juives de certains accusés sont mises en avant systématiquement. Pour les 39 camarades jugés par contumace, l'accusation a fortement souligné qu'il y avait parmi eux un certain nombre de camarades d'origine juive. Parmi les accusés présents, des allusions du même ordre ont été faites

notamment à l'égard d'Abraham Serfaty, un des fondateurs du groupe Illal Amam.

Que signifient ces insinuations quand tout le mouvement marxiste-léniniste marocain a toujours fermement dénoncé le sionisme et milité activement aux côtés de la Révolution Palestinienne, quand Serfaty lui-même a publié des textes nombreux de soutien à la Révolution Palestinienne et de dénonciation du racisme et du fascisme qui constituent l'essence du sionisme ? Rien autre que l'administration royale espère «aggraver le cas» de nos camarades en faisant état de leurs origines.



Maroc : Les familles des détenus soutiennent leur grève de la faim.

Un musicien expulsé d'URSS pour Israël

Le chef d'orchestre soviétique Rudol Barchai a été expulsé d'URSS avec un visa pour Israël, alors qu'il n'a aucune intention de s'y rendre. Cette nouvelle affaire qui met en cause l'arbitraire de la nouvelle bourgeoisie soviétique, met aussi en pleine lumière son action de pourvoyeur du sionisme. Systématiquement les Soviétiques refusent de délivrer des visas de sortie pour d'autres pays que pour Israël.

Entre 1960 et 1970 il n'y avait eu que 10 330 autorisations de départ de délivrées pour Israël. Il y en eut 13 750 visas pour l'Etat sioniste en 1971, 31 630 en 1972 et 34 750 en 73 pendant les deux années où se préparait la guerre d'Octobre où Israël paraissait moins sûr de vaincre les soviétiques lui ont donc envoyé près de 70 000 personnes dont une grande partie était constituée de personnel hautement qualifié. Au même moment l'URSS utilisait le monopole dont elle disposait sur les livraisons d'armes à l'Egypte pour la soumettre exactement à sa politique. En 1974 l'URSS enverra

encore 20 500 personnes en Israël, 12 500 en 1975. Pour l'URSS les juifs soviétiques ne sont qu'un pion, elle les utilise comme elle utilise ses canons : pour imposer sa politique dans les pays arabes. L'antisémitisme qui anime les bourgeois soviétiques alimente le sionisme, lui donne des forces et ne fait qu'un avec la politique de super-puissance, la politique dirigée contre les peuples arabes de l'URSS au Moyen Orient.

G. CARRAT

BERLIN : LE STATUT DE LA VILLE A NOUVEAU OBJET DE QUERELLE SOVIETO-US

«Les gouvernements des Etats Unis, de France et du Royaume Uni tiennent l'Union Soviétique comme responsable du maintien du statut du grand Berlin, qui ne peut être modifié que par accord des quatre puissances» ont déclaré les trois gouvernements à la suite des mesures intégrant Berlin Est à la RDA pris par le gouvernement d'Allemagne de l'Est, qui affirme par ailleurs qu'il n'y a plus de statut particulier de Berlin Est depuis la création de la RDA. La brutale remise en cause des accords par l'Allemagne de l'Est prépare semble-t-il un nouveau marchandage entre les deux super-puissances à propos de Berlin et partant de l'Europe dont Berlin est un point sensible, à partir des positions nouvelles acquises par les Soviétiques depuis le précédent accord.

Tchécoslovaquie

L'escalade de la répression

Le gouvernement tchécoslovaque vient de lancer une grande opération contre les opposants. Quatre personnes qui avaient signé un manifeste exigeant le respect des droits démocratiques, publié à Paris, ont été arrêtées, l'une d'entre elle reste en prison. En même temps, une grande opération est lancée contre l'espionnage au service de l'Occident. Ce que les flics de Husak nomment ainsi, c'est la dénonciation de

l'occupant de la Tchécoslovaquie, la dictature féroce exercée sur la bourgeoisie tchécoslovaque dominée par les chars russes.

GRAVES MENACES

Mais les plus graves menaces viennent de l'éditorial du «Rude Pravo», le porte-parole du parti révisionniste. Il écrit que les «dissidents devraient porter désormais la responsabilité de leurs écrits publiés en Occident». Cela annonce la répression systématique de tous ceux qui dénoncent l'occupation de la Tchécoslovaquie. C'est une tentative pour empêcher que soit connue la réalité de la situation en Tchécoslovaquie, qu'elle soit dénoncée.

LIBAN :

Selon certaines informations, le président Sarkis aurait lancé un ultimatum : que toutes les troupes régulières palestiniennes (l'ALP) quittent le Liban. Ces forces se trouvent au Sud du pays.

Après la libération de 150 Sahraouis par le Front Polisario

les armées mauritanienne et marocaine organisent des camps de regroupement

Dénonce le ministre de la défense Sahroui

Il y a quelques jours les forces de l'armée de Libération ont aidé une quinzaine de familles à s'échapper d'un camp où elles avaient été regroupées dans la région de Bojador sur la côte au nord de Dakhla. Bien que l'aviation mauritanienne ait tenté de les empêcher de fuir était d'autant plus grand que mauritanienne ait tenté de les intercepter, elles ont pu rejoindre une base du Front. L'acharnement mis à les empêcher de fuir était d'autant plus grand que leur fuite révélait l'existence des camps, appelés «villages pacifiés» par l'armée française en Algérie et «Hameaux stratégiques» par les yankees au Vietnam.

«Les régimes de Rabat et de Nouakchott ont entrepris de vider les zones encore habitées de la RASD de leurs habitants pour regrouper ceux-ci dans des camps de concentration installés hâtivement à El Aïoun, Haggounia, Bojador, Smara et Dakhla... C'est pour assurer ces regroupements que, comme l'a déclaré le pilote du Fouga Magister abattu dernièrement... les avions militaires marocains ont été engagés dernièrement dans une vaste chasse au nomade sahraoui visant par le largage des bombes au napalm le mitraillage des personnes au sol, le bombardement des tentes et la destruction du bétail, à forcer les Sahraouis à rejoindre les centres occupés par les forces d'agres-

sion» dénonce le ministre de la défense de la RASD.

Parallèlement les troupes marocaine et mauritanienne ont lancé des opérations dans les zones de parcours des nomades sahraouis pour enlever les femmes, les enfants et les vieillards, détruire leurs biens, incendier leurs tentes en vue de les rendre plus dépendantes.

Ces camps ne sont qu'une étape pour ceux qui refusent de faire allégeance... car peu après ils sont acheminés sur la prison de Kénitra... Les femmes, elles, sont purement et simplement ligotées et jetées à la mer, tandis que des dizaines d'enfants sous prétexte de scolarisation ont disparu.

SOLDATS MAROCAINS EN PRISON POUR REFUS DE COMBATTRE

Le F. Polisario publie par ailleurs les déclarations de prisonniers marocains récents : «Nous avons tous constaté qu'après une année, notre présence n'a rien apporté de nouveau à notre pays, si ce n'est le nombre important de personnes tuées pour une cause que nous comprenons de plus en plus difficilement» dit Mohamed Betich. De son côté Bougleghaz Abdeighani révèle : «La dernière semaine avant ma capture huit collègues ont déserté. Pendant l'engagement du 18 décembre nous n'avons pas tiré sur les Sahraouis. Plusieurs de mes compagnons ont été envoyés en prison à Kénitra pour n'avoir pas voulu combattre».

La délégation de l'OLP proteste auprès du gouvernement français

Une délégation organisée par la direction de l'OLP est arrivée hier pour protester auprès du gouvernement français à la suite de l'assassinat de Mahmoud Saleh. L'OLP demande que les coupables soient enfin arrêtés et châtiés.

Le gouvernement s'est comporté avec une désinvolture, insultante à l'égard de la délégation. Seul un responsable du cabinet de Guiringaud, le ministre des affaires étrangères, a reçu la délégation. Aucune position officielle n'a été donnée, le fonctionnaire se bornant à présenter ses condoléances à titre personnel.

Dans ces circonstances, quelle valeur peut avoir l'assurance donnée à la délégation que toute diligence serait déployée pour faire toute la lumière sur cet assassinat ? De la pure hypocrisie. Le gouvernement a en mains des pièces importantes sur les précédents assassinats, il n'a rien fait. La police a mené une enquête très molle sur le terrain, négligeant même d'interroger les voisins. La réponse du gouvernement à la délégation est-elle autre chose que l'affirmation qu'il continuerait à laisser ces crimes se perpétuer en France ?

INTERNATIONAL

nouvelles d'Asie

THAÏLANDE : UN RICHE BILAN DE 1976, ANNÉE DE LUTTE PEUPLE

Les forces du Front Patriotique Thaï, dirigé par le Parti Communiste Thaïlandais, continuent leur offensive au Nord, au Sud et dans le centre du Pays. Dans la nuit du 25 décembre, un poste de district de la province de Nan, au Nord ouest, a été attaqué et toutes ses armes récupérées. Par la suite, une unité gouvernementale venue en renfort a été prise dans une embuscade, 26 militaires dont un capitaine ont été mis hors de combat, deux camions ont été détruits.

De source gouvernementale, on apprend que trois officiers de police ont été blessés dans le district de Sadao, situé dans l'extrême sud de la Thaïlande et qui abrite un maquis patriotique de 1 500 partisans.

Un général de l'armée fasciste s'est vu obligé de reconnaître dans la presse de Bangkok que le régime pro-américain avait subi des «pertes graves».

«La voix du Peuple Thaïlandais» radio du Front, a publié dans une émission du 31 décembre un bilan de la lutte armée en 1976 ; on a appris ainsi que 2 461 ennemis avaient été mis hors de combat durant l'année écoulée, 1 015 tués, 1 300 blessés, 146 prisonniers. De plus, 36 avions ont été abattus ou endommagés, 70 camions militaires ont été détruits et 611 fusils récupérés.

Le Front Patriotique affirme son intention de développer son action militaire en 1977, en élargissant ses bases et en renforçant la coordination des troupes de libération avec les luttes du peuple thaïlandais dans les zones non libérées.

«LES SUPER-PUISSANCES SONT MIEUX CONNUES»

Par ailleurs, un article diffusé le 28 décembre, par la même radio patriotique, analyse la situation internationale, jugée très favorable pour la lutte révolutionnaire des peuples. Entre autres facteurs positifs, il souligne «les grèves des ouvriers et d'autres travailleurs dans les pays capitalistes» qui «se succèdent comme des vagues», le fait que «les super puissances, sources de troubles et foyers de guerre, sont mieux connues», «la lutte que mènent les peuples du Tiers-Monde pour établir un nouvel ordre économique international»

RÉPUBLIQUE POPULAIRE ET DÉMOCRATIE DE CORÉE

Le camarade Kim Il Sung, président de la République Populaire Démocratique de Corée est revenu, dans son discours de Nouvel An sur la question de la réunification de son pays. Il a souligné que la situation restait tendue dans la région. «Étant donné que l'ennemi poursuit ses complots d'agression, a-t-il déclaré, il faut que tout le Peuple se garde de relâcher sa vigilance révolutionnaire et reste toujours prêt à intervenir... Les officiers et les soldats de l'Armée Populaire sont appelés à renforcer encore la préparation de leurs unités de combat». Unissant la lutte du peuple coréen au Nord et au Sud, il devait ajouter : «En dépit de la répression fasciste incessante des gouvernements fantoches, la population et les personnalités démocrates et patriotes de Corée du Sud ont combattu sans fléchir pour la démocratisation de la société Sud-coréenne». Pour mener le combat de la réunification, il a insisté de plus, sur la nécessité de resserrer les liens avec les peuples révolutionnaires du monde entier. Il s'est réjoui à cet égard de la création de comités de solidarité pour la réunification de la Corée dans de nombreux pays, notamment dans les Pays du Tiers Monde. De plus, il est revenu sur la cinquième conférence des Pays non-alignés qui a exprimé sa ferme solidarité avec la cause de la réunification de la Corée, et adopté une résolution entièrement conforme à l'orientation de notre Parti en matière de réunification.

Synthétisant les sentiments de son peuple, il devait déclarer : «Réunifier au plus tôt la Patrie partagée est la plus grande aspiration nationale de tout le Peuple coréen. Plus les années se succèdent et plus le temps presse, plus cet impératif devient urgent».

LE CAMBODGE SOUTIENT LE TIERS MONDE

Le ministre des affaires étrangères du Cambodge, le camarade Ieng Sary a déclaré samedi au cours d'une réception du corps diplomatique à Phnom Penh : «Le Cambodge soutiendra fermement la juste lutte des Pays du Tiers Monde contre l'impérialisme». Il a particulièrement remercié les gouvernements et les peuples qui ont soutenu la lutte du peuple du Kampuchéa et a réaffirmé que celui-ci suivrait une politique indépendante en comptant sur ses propres forces.

PORTUGAL : LE PROCÈS CONTRE LES OFFICIERS DU COPCON DOIT S'OUVRIR BIENTÔT

Les avocats d'Otelo de Carvalho et des autres officiers du Copcon, la police territoriale qui a réprimé notamment les agents de la PIDE, les tortionnaires du régime fasciste, ont violemment dénoncé la parodie que représentent les accusations portées contre les anciens responsables du Copcon, d'être responsables de sévices contre les PIDE.

Les rapports officiels cherchent à découvrir des sévices qui n'ont pas eu lieu et en cachent d'autres qui existent bien réellement», dénoncent les avocats qui parlaient en présence d'Otelo de Carvalho et de deux autres officiers, obligés pour des raisons évidentes de garder le silence, au cours d'une conférence de presse. Les avocats ont souligné

que les plaintes venaient de gens étroitement liés à l'extrême droite fasciste. Mais ils ont surtout souligné que tout en accusant Otelo et les autres officiers, les juges relâchaient les uns après les autres les responsables de la PIDE.

UN JUGEMENT SCANDALEUX

La veille même de la conférence de presse, les juges condamnaient à trois ans et demie l'agent de la PIDE qui avait assassiné le peintre Dias Coelho. Il recevait les louanges de la direction de la PIDE qui l'avait assassiné mais qu'il n'avait pas l'intention de tuer». Dans moins de dix mois, le tortionnaire sera à nouveau libre, embauché par Soares ?

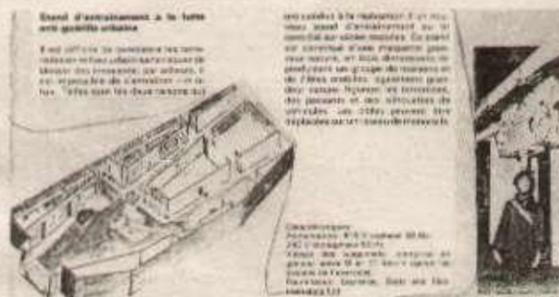
Le procès des officiers du Copcon et d'Otelo de Carvalho, dans de telles circonstances est une parodie et une dernière action de liquidation des symboles du mouvement issu du 25 avril et qui a duré deux ans.

CYRUS VANCE, MINISTRE DE CARTER, GARDE 4 PRINCIPAUX CONSEILLERS DE KISSINGER

Le futur secrétaire d'État aux affaires étrangères, Cyrus Vance vient de mettre en place son cabinet. Quatre des principaux adjoints de Kissinger : Atherton secrétaire adjoint chargé du Moyen Orient ; Hartman, adjoint chargé de l'Europe ; Schaufele, adjoint chargé de l'Afrique. Enfin le sous secrétaire chargé des questions politiques Habib. Schaufele a notamment préparé le voyage de Kissinger et la politique US en Afrique Australe. Atherton a largement organisé la politique US pendant la guerre du Liban. Hartman est mêlé aux menaces et pressions exercées contre l'Europe par Kissinger dans la dernière période.

Ainsi sur un certain nombre de questions décisives la politique américaine connaîtra une importante continuité, ce qui peut changer est son orientation d'ensemble : l'attitude face au Tiers Monde et face à l'URSS.

Un stand d'entraînement anti-guerilla grandeur nature



La «Revue Internationale de Défense» (Octobre 76), publication financée par les industriels d'armement américains publie deux publicités révélatrices des préoccupations des impérialistes. Pour ceux qui n'ont pas le loisir de «se faire la main» contre les patriotes irlandais, une solution : le stand d'entraînement anti-guerilla urbaine, grandeur nature... Nul doute que ces produits retiendront l'attention de la police française.

Schermuly - la solution efficace et économique pour l'équipement de maintien de l'ordre



Schermuly est une spécialité de la conception et la fabrication de produits répondant aux besoins des forces de police et de sécurité intérieure. Notre vaste gamme de produits s'étend des cartouches à projectiles cortinais, et des cartouches et grenades fumigènes, à toutes sortes de produits utiles au maintien de l'ordre pour :
• Dispersion de foules d'émeutiers avec le minimum de force au corps à corps ou à distance
• Opérations anti-terroristes en état de siège
• Réduction par la force de violents criminels avant leur arrestation
• Entraînement aux tâches de maintien de l'ordre

SCHERMULY SCHERMULY LIMITED High Post, Salisbury, Wiltshire, Grande-Bretagne SP4 6AS Téléphone Middle Woodford (0722 73) 282, Télex 47488

RFA

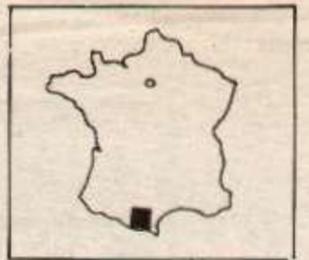
Des failles dans la prospérité

La situation de l'emploi en Allemagne Fédérale n'est pas bien meilleure que chez ses voisins européens en ce début 77. Avec 10 % de chômeurs, l'Allemagne de l'Ouest a de nouveau dépassé le seuil du million de travailleurs sans emploi. Mais ce qui surtout préoccupe le gouvernement de Schmidt, c'est que la collaboration entre le patronat et les syndicats pourrait bien ne plus jouer aussi efficacement que par le passé : le syndicat de la métallurgie, le plus important des syndicats ouest-allemands, a en effet rejeté sans appel la «solution» qui consisterait à réduire les horaires... et les revenus. Cette mesure, a estimé le syndicat, «serait une mesure au profit du patronat, inacceptable sur le plan social et sans aucun sens sur le plan économique». A quelques jours des négociations pour le renouvellement des conventions collectives, la décision du syndicat des métallos d'exiger une augmentation de salaires de 9 % combinée avec l'octroi de 6 semaines de congés payés montre que les travailleurs allemands en ont assez de voir la «prospérité» de l'Allemagne fédérale se faire à leurs dépens.

L'Iran annonce une réduction de la production de pétrole

La compagnie pétrolière nationale iranienne a annoncé qu'elle allait réduire sa production à la suite d'une réduction des enlèvements (le pétrole effectivement chargé sur les tankers) d'un groupe de 25 compagnies clientes. Au lieu de retirer 1,2 millions de barils par jour elles n'en prennent que 693 000. Aucune précision n'a été donnée sur les enlèvements des 4,5 millions de barils que devaient effectuer chaque jour un autre groupe de compagnies.

Malgré les protestations des compagnies pétrolières l'Iran a augmenté ses prix le 1^{er} janvier de 10,4 % conformément aux décisions de la plupart des membres de l'OPEP. L'Arabie Saoudite a augmenté ses prix de 5 % à la même date conformément aux engagements pris lors de la réunion de l'OPEP. Face aux protestations des compagnies qui voulaient des prix inférieurs, la compagnie nationale iranienne a déclaré : «Tant que toute réduction ira à l'encontre de l'OPEP, nous rejetterons de telles réclamations et en conséquence la compagnie va réduire ses ventes directes à 639 barils au lieu des 1,2 millions prévus».



ARIEGE: le pays des hommes et du fer - 7.

par Pierre Pujol et Marie Denjean

non l'ariège ne mourra pas !

Le retard de développement accumulé par l'Ariège ne date pas d'hier. Depuis la deuxième guerre mondiale, il n'y a eu aucune nouvelle implantation industrielle dans le département. L'usine Creusot-Loire date du XIX^e siècle, Pechiney s'est installé au début du XX^e siècle, les papeteries de St Girons sont vétustes. L'agriculture ariégeoise connaît le malaise depuis longtemps. Elle hérite, particulièrement en montagne, du passif des anciennes traditions pyrénéennes qui consistent à donner un bout de chaque parcelle à chaque enfant, d'où un morcellement extrême. L'agriculture de montagne n'a pas tenu le coup, défavorisée par rapport à l'agriculture intensive de plaine. L'insuffisance des emplois, le manque d'écoles de village ont entraîné le départ massif des jeunes qui se sont mariés à la ville et dont la plupart ne reviendront pas...

LE COUP DE PIED AU MALADE

La politique de Giscard a représenté pour l'Ariège un peu «le coup de pied au malade». Les licenciements se sont multipliés, l'embauche s'est totalement fermée, les faillites se sont accélérées. La liquidation des petits paysans a été massive ; parallèlement la population du département a chuté gravement. Un grand nombre de travailleurs sont réduits à une stricte économie de subsistance, vivant au minimum, sans espoir d'amélioration et dans la crainte du chômage. Partout, la question de l'avenir de l'Ariège est posée. L'affluence ouvrière au meeting sur l'emploi, organisé par la CGT, à la veille de Noël, en est le signe, ainsi que les

L'Ariège traverse une phase difficile de son histoire. Subissant depuis la guerre la politique de désertification des régions, vidée de ses hommes du fait de cette politique, elle subit aujourd'hui toutes les retombées de la crise du capitalisme.

multiples luttes qui secouent le département.

HYPOTHÈQUES SUR L'AVENIR

De dangereuses hypothèses planent sur l'avenir de l'Ariège. Sur son agriculture : les fermes et les granges sont rachetées massivement par les estivants, privant les jeunes agriculteurs de bâtiments agricoles et de fermes. Le parc na-

tional ne peut qu'accélérer ce mouvement. L'extinction progressive des vieux paysans accélère la liquidation des paysans pauvres au profit des gros. Les économies, en matière d'investissements, pratiquées par les patrons, aggraveront demain le retard déjà lourd de l'économie ariégeoise et seront autant de prétextes supplémentaires pour justifier les fermetures d'usines. En même temps, l'attitude d'attente des directions syndi-

cales, repoussant ou limitant les perspectives de lutte, risque de conduire pour demain à une situation irréversible pour le département.

L'ARIEGE VEUT VIVRE

Des potentialités importantes existeraient pourtant pour la relance de la région. Des richesses minières, de bonnes terres agricoles, de vastes pacages pour développer l'élevage du mouton et de nombreux torrents dont on pourrait capter la force pour la transformer en électricité.

Et ces jeunes, encore nombreux dans les villes les plus animées, pourquoi doivent-ils partir ? Mais la logique même de l'impérialisme l'a conduit à concentrer au maximum son industrie, à intensifier l'agriculture en liquidant les paysans



Extrait de «Macarel» journal Ariégeois d'information et d'action.

LE PROJET DE PARC NATIONAL : UNE GRAVE MENACE POUR L'ARIEGE

Le pouvoir parle d'installer un parc national en Haute Ariège, ce qui consistera à «geler» les prix des terres, à interdire toute nouvelle implantation industrielle, à développer le tourisme dans les Pyrénées Ariégeoises. Ce projet est directement issu des recommandations de Sicco Mansholt (en 68) qui préconisait de réduire de moitié d'ici 80 les terres cultivées et le nombre de paysans et de créer de vastes zones de détente touristique. Le parc représente une menace grave pour la montagne Ariégeoise, non en tant que tel, mais parce qu'il signifie en tant que projet bourgeois de «développement» de l'Ariège : gel du développement industriel, économie fondée sur le tourisme dans la zone périphérique, c'est-à-dire économie de «services», aux pratiques

spéculatrices laissant pour compte la population autochtone qui ne pourra pas suivre la hausse du coût des terres : terres agricoles vendues au prix des terres immobilières etc... A travers ce projet de parc, c'est toute la politique capitaliste de désertification de la montagne qui est en cause. Cette politique, a été amenée et préparée par le long travail de sape des notables locaux. Ainsi, Nayrou, vieux routier du PS, à la tête de ses 20 fonctions, a tourné tout entier le développement de l'Ariège sur le tourisme ; au lieu de développer l'emploi, les loisirs des jeunes, Mr Nayrou a fait des routes et des routes... Les estivants ça ne vote pas !

Aussi, la position de Nayrou sur le parc national est-elle claire comme

un matin de brouillard ! Jugeons-en d'après l'interview qu'il donnait à la «dépêche du Midi» le 12 avril 75

— Question : On dit précisément que vous êtes un chaud partisan d'un parc national en Ariège ?

— J. Nayrou : Profonde erreur, cher Monsieur, et je vais vous en donner une preuve : au début de l'été 74, j'ai publié dans «La Dépêche du Midi» — que je tiens à remercier — deux articles exprimant mes préoccupations. Eh bien j'ai reçu bon nombre de lettres dont je puis bien dire qu'elles se partageaient en deux parts quasiment égales, les unes d'approbation, les autres de réprobation. A l'intérieur de chacun de ces deux groupes, les uns avaient compris que j'étais pour, et les autres que j'étais contre.

pauvres, à développer massivement le chômage ! Face à cette logique implacable, les travailleurs de la région ont des obstacles à surmonter et des questions essentielles à résoudre. Comment s'unir sur les usines, encore nombreuses, et opposer un solide front à la bourgeoisie ? Il leur faut combattre les dangereuses illusions, l'attente, la démobilité consécutives aux idées répandues par les révisionnistes, en particulier dans la CGT. Il leur faut barrer la route aux notables qui assassinent le pays, en le vendant bout par bout au «plus offrant», aux bourgeois et aux touristes fortunés. Il leur faut enfin renforcer l'unité entre jeunes et vieux travailleurs pour mieux rejeter les idées fatalistes dans la classe ouvrière et développer les aspirations au socialisme. Ces questions clés, les luttes récentes ont commencé à les poser et à les faire avancer. C'est sur cette base qu'aujourd'hui une avancée encore plus importante est possible et nécessaire ! Non, l'Ariège ne mourra pas, car le peuple ne le veut pas !

Ceux qui tuent l'Ariège

Extraits d'une enquête gouvernementale intitulée «l'évolution démographique des Pyrénées de 68 à 75».

«Le canton de Quérigut... est à la limite de la désertification, avec la densité la plus faible de la chaîne : 4,3 au km², avec celle du canton de Monthoumet et une diminution de 33 % en 7 ans. Il semble bien que la seule solution soit d'attendre la disparition de la population autochtone, ce qui permettrait soit leur utilisation comme parcs naturels soit l'implantation d'une population toute nouvelle sur des bases à imaginer»...

— Argument des patrons pour refuser d'investir en Ariège : «C'est trop excentré !». A noter que Creusot-Loire investit aux Etats-Unis et aux Philippines et Pechiney dans le monde entier...

— Enfin comment qualifier la banderole du PCF (PUK Sabart) à la manifestation du 1^{er} mai à Tarascon, qui, en guise de «soutien» aux grévistes, reprenait tout bonnement le chantage à la fermeture du patron : «La crise passe par la fin d'Aluminium Pechiney. Signé : les communistes de l'entreprise !

Ceux qui veulent faire vivre l'Ariège

«L'Ariège doit vivre»

Ces mots, nous les avons entendu partout en Ariège, prononcés par les ouvriers, les paysans, les retraités. Face à l'assassinat de la région par le capitalisme, tout le peuple crie son refus et affirme qu'une autre voie est possible. Nous donnons ici la parole à ceux que nous avons rencontré ou entendu pendant le reportage à qui nous avons posé la question : L'Ariège peut-elle vivre ?

— Un ouvrier de la laiterie de Rieucros
— C'est simple : il suffirait de deux ou trois usines de 100 à 150 ouvriers et Saint Girons retrouverait sa vie. C'est cette société qui est en cause.

— Un ex-mineur de Rancié, ex-ouvrier de Pechiney
— Oui, la mine pourrait revivre et faire revivre le pays.

— Un paysan du syndicat libre de Tourtrol
— C'est notre union qui nous a permis de survivre. Aujourd'hui quelques jeunes reviennent à la terre. Ça prouve que cela serait possible demain à une large échelle.

— Un délégué CGT à l'usine DIAN
— Nous voulons vivre et travailler au pays, mais pas pour subir n'importe quelles conditions de travail. Il faut aller plus loin, développer une action permanente sur l'emploi !

— Un vieux paysan de Serres
— C'est malheureux de voir cette montagne déserte ! Avec tous les prés qu'il y a, combien de troupeaux ne pourrait-on pas faire pacager ?

— Un paysan d'Escosses
— Des sources d'énergie, il n'en manque pas. C'est une politique qui tue délibérément le pays. On pourrait imaginer de petites structures industrielles pour redonner la vie aux campagnes, comme j'ai vu que cela ce faisait en Chine !

— Un ouvrier de Pechiney Auzat
— L'Ariège, c'est du capitalisme qu'elle est malade. C'est le capitalisme qu'il faut mettre par terre !

Notre enquête prend fin aujourd'hui. Nous tenons à remercier tous ceux qui ont contribué à sa réalisation : ouvriers de Creusot-Loire, de Pechiney, paysans d'Ariège, militants CGT et CFDT ainsi que les camarades de «Macarel», «Journal Ariégeois d'Information» (B.P. 7 Pamiers) et du G.I.A.M. (Groupe d'Information Aménagement) de Toulouse. Nous attendons vos critiques et vos témoignages.

DANS NOTRE COURRIER

QUELQUES REMARQUES SUR LE QUOTIDIEN

**Devenez
«ABONNÉ-AMI»
du
Quotidien
du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Anbidöhning» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims.

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympica», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de versement :
- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville

Camarades,
Je ne ferai que quelques remarques.

Les coquilles (très nombreuses) rendent souvent la lecture difficile et déteignent sur le sérieux du journal (Mao, vous le savez bien, demandait aux rédacteurs de mener une bataille intransigeante contre ce genre de fautes). Un détail important pour la lecture : les virgules placées au bon endroit.

Je souligne encore l'importance du courrier des lecteurs. Le journal n'incite pas assez les travailleurs à écrire, comme il le faisait au début. Malheureusement, les dernières lettres que vous publiez sont presque toujours des lettres de militants (...)

La vie des masses y est présente par les pages sur les luttes ouvrières (et elles sont bonnes), mais

Si ta lettre paraît avec un peu de retard, c'est qu'elle a donné lieu à discussion parmi nous qui travaillons à la confection du journal. Elle soulève en effet un certain nombre de problèmes qui se sont posés dans la dernière période : coquilles dans les articles, mise en page pas assez dynamique, style pas assez direct, utilisation insuffisante de photos...

En effet, si depuis quelques temps, un effort est

ce que fait le quotidien de cette vie trouve peu de place, si ce n'est par l'intermédiaire presque uniquement de la plume d'un journaliste, avec tout ce que ça comporte d'uniformité dans le style, de langage stéréotypé, d'obstacles au débat et c'est une erreur à mon avis. (Je ne mets pas en cause le travail des camarades journalistes, mais le manque d'expression directs de la vie des masses)

Sur le plan de la mise en page, n'y aurait-il pas moyen de la rendre plus dynamique ? Par exemple en invitant les lecteurs à proposer des maquettes (avec un dessin significatif) pour les titres de rubriques (lutte ouvrières, reportages, etc...)

Dans l'ensemble d'ailleurs, le style n'est pas assez direct, le journal

accompli pour améliorer la qualité politique du journal dans son ensemble, pour enrichir les pages luttes ouvrières, d'analyse de la situation politique en particulier, par contre tous ces aspects liés à ce qu'il y a de proprement journalistique dans notre travail n'ont guère progressé ; de plus, c'est vrai, les articles et reportages rendant compte directement et de façon vivante de la vie des travailleurs ont manqué. Par exemple pas

n'appelle pas suffisamment au débat, à la participation des masses.

Autre point : les photos. Les photos illisibles sont trop nombreuses. Quand mettrons-nous en pratique cette conviction (exprimée au camp d'été 75) que la photo est un moyen d'éducation politique et qu'il s'agit d'utiliser autrement que comme simple illustration d'un article ou pour aérer une page. (tout n'est pas négatif, puisqu'il y a eu de très bonnes pages reportages photos).

Là encore, que faisons-nous pour inciter les lecteurs à envoyer des photos, alors qu'il doit y avoir une mine — j'en suis sûr — dans ce domaine ? Toutes ces questions sont politiques.

Salutations Communistes
J. de Ste Geneviève
des Bois

Bonjour,

En ce qui me concerne, le Quotidien du Peuple m'aide à clarifier mon analyse, que des contacts avec le PCR me permettent de mieux préciser, d'affiner. Cependant plusieurs personnes de mon entourage, à qui je montre le journal le trouve moins agréable à lire qu'à ses débuts

Le quotidien devient-il... journal du militant politique ?

Il me «semble» que les masses peuvent s'y retrouver un peu moins qu'au début ? Peut-être aussi ne le diffusé-je pas assez parmi elles ?

Grand courage
et soutien révolutionnaire

«presque toutes des lettres de militants».

Pour l'amélioration de la qualité de notre journal, l'effort est mené ; mais le débat n'est pas clos. Aujourd'hui nous comptons bien que, par vos lettres, vous, lecteurs, allez nous aider à franchir ce nouveau pas. Écrivez-nous ! Faites nous des suggestions...

LE PLAN BARRE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

La décision prise par le ministre de l'éducation de suspendre les stages de formation continue appelle les plus vives protestations.

Elle intervient alors que les stages étaient organisés dans leur détail et que les stagiaires étaient déjà désignés et avaient pris leurs dispositions pour y participer.

Elle constitue une grave remise en cause des engagements pris pour la formation continue. Elle privera de formation continue environ un cinquième des instituteurs qui devaient suivre un stage cette année.

Elle est prise au mépris des personnels des centres de formation et en bafouant les organismes paritaires chargés de l'organisation de la formation continue (...)

La gravité de telles mesures, le mépris affiché pour les instituteurs, leurs organisations et l'administration elle-même appellent la riposte syndicale.

Le SGEN-CFDT appelle les stagiaires à poursuivre ou à commencer leur stage dans les conditions prévues, à se réunir dans les centres de formation pour débattre de l'action à entreprendre.

SGEN-CFDT
Paris, le 5 janvier 1977

Faites connaître
le Quotidien du Peuple

CINÉMA MYRHA PALACE
36, rue Myrha - 75018 Paris - 606-06-26

Jusqu'au 11 janvier 1977
Les hors la loi
Film sur la guerre d'Algérie dans les aures
réalisateur Tewfikfares

Du 12 au 19 janvier
Kafr-Kasem
L'histoire tragique d'un village de Palestine

Du 20 janvier au 2 février 77
La voie
Chronique de la vie dans les camps durant la guerre
d'Algérie. Slimane Riad. En exclusivité

**Apprenez
à parler
le Quotidien**

208 63 61
de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A propos de 325 000 FRANCS OYONNAX 1977

Par J.P. BOULOGNE

Ainsi (et l'on retrouve le roman de Vailland), chaque ouvrier semble pouvoir caresser l'espoir de devenir à son tour un patron. C'est ce que Vailland résume en faisant dire à son héros : «Moi, je servirai «Etre l'arbin, voilà ton idéal» lui réplique Chatelard, le syndicaliste «Plus tard, on aura du personnel. Marie-Jeanne tiendra la caisse, moi je dirigerai». Mentalité répandue dans la classe ouvrière d'Oyonnax en 1955, à une nuance près : il ne s'agit pas de gérer un snack-bar, mais bien plutôt de créer son propre atelier de matière plastique.

La bourgeoisie se charge d'alimenter cette mentalité, et propose en exemple quelques cas de réussites individuelles, «à force du poignet». On cite souvent dans ces années là le cas d'un ouvrier venu d'Italie, chassé par le fascisme, devenu patron d'une usine, qui s'est enrichi en faisant venir ses compatriotes, et en les payant d'un salaire dérisoire.

Cette idéologie individualiste fait partie d'un ensemble plus vaste : ce que nous avons appelé le «modèle de consommation» c'est-à-dire créer l'illusion que désormais le capitalisme a les moyens, par une expansion continue, d'assurer progressivement la prospérité à toute la société, aussi bien la classe ouvrière que toutes les autres classes. Cette illusion de la «société de consommation», la bourgeoisie a cherché à la propager dans un contexte bien précis. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie affaiblie, qui se maintient au pouvoir grâce à la politique de la direction du PCF, met à profit cette situation pour réorganiser son industrie notamment et donner un nouvel essor au capitalisme. L'Etat capitaliste se présente comme le garant de cette évolution, et le garant de la prospérité «pour tous».

Les illusions suscitées par le «modèle de consommation» touchent à cette époque la classe ouvrière d'Oyonnax. Vailland indique clairement le problème :

«Elle sait comme toutes les femmes de Bionnas que l'homme qui a commencé à travailler à la presse ne quittera plus jamais la presse. Faute de pouvoir augmenter le salaire horaire, il travaillera d'avantage d'heures. Il commencera par huit heures par jour à l'usine. Puis pour pouvoir acheter une cuisinière à gaz ou un scooter, il fera des heures supplémentaires chez les artisans qui achètent de vieilles presses à injecter. Il travaillera plus longtemps...».

Il reste encore des traces de cette mentalité, aujourd'hui à Oyonnax mais, comme partout celle-ci a reculé sous le poids de la réalité. Les travailleurs ont fait l'expérience de ce nouveau cours du capitalisme : derrière des transformations telles que la diffusion élargie de certains biens de consommation, la réalité a été par exemple l'intensification du travail, les restructurations engendrant déplacements et chômage, la destruction de la vie de famille. Les luttes de ces dernières années, le grand mouvement de mai 68 ont montré la prise de conscience de cette réalité, le refus du «modèle de consommation», instrument de collaboration de classes.

Une ouvrière d'Oyonnax nous dit : «mon voisin fait ses dix-huit heures par jour : huit heures dans une première boîte, quand il a fini, il recommence dans une autre !» «C'est vrai, les gars font toujours des heures supplémentaires, nous dit une autre. Mais, aujourd'hui, c'est juste pour arriver à vivre».

(à suivre)

A propos de l'histoire des luttres paysannes en Angleterre

« WINSTANLEY »

Un film de K. Brownlow

Winstanley ne fait pas partie de ces personnages que l'on cite dans les livres d'histoire de nos écoles, car ce n'est qu'au milieu du peuple qu'il s'est distingué comme un des fondateurs du mouvement des Niveleurs entre 1648 et 1653, durant la Révolution anglaise.

Qui sont ces «Niveleurs» ?

Ce sont pour la plupart des paysans pauvres, sans terre, qui ont été soldats dans l'armée du Parlement ayant à sa tête Cromwell, et donc contre le roi. Charles 1^{er} (la première scène du film est une scène de bataille, celle qui voit la défaite de l'armée royale à Naschy en 1645, et l'on a vraiment l'impression d'être au milieu des soldats).

Ces hommes ont donc combattu, au service de la bourgeoisie anglaise en pleine expansion alors, mais à leur volonté farouche d'abattre la noblesse (qui se lit sur les visages au moment du combat) était mêlé l'espoir d'abolir la misère, celle qui jetait sur les chemins des centaines de milliers de mendiants, d'ouvriers agricoles, anciens paysans chassés de leurs terres par les grands propriétaires. Pour eux, le seul moyen d'éliminer la misère et donc la faim était d'avoir une terre à cultiver.

Les mutineries dans l'armée ayant été réprimées, ils étaient prêts à rejoindre Winstanley, réfugié chez l'un d'eux, qui expliquait dans des pamphlets, que la terre est à tous et que ses produits doivent revenir à tous, que la richesse des uns n'existe que par l'exploitation de ceux qui ne possèdent rien, que chacun ne sera vraiment «propriétaire» que si disparaissent propriété privée et privilèges (d'où le nom de Niveleurs qui leur sera donné).

Il ajoutait «qui n'agit pas ne fait rien».

L'action qu'il leur propose est la constitution d'une vaste communauté... N'avez crainte, il ne s'agit nullement pour le réalisateur de s'embarquer dans une apologie de la vie communautaire genre «fuyons cette société pourrie par le fric, allons élever des moutons en Lozère». Non, il s'agit de tout autre chose.

D'abord nous sommes au milieu du XVII^e siècle et nous y sommes bien car la reconstitution historique, le jeu des acteurs (souvent des non professionnels), l'image sont extraordinaires. Ce sont des paysans que le film nous montre, des hommes et des femmes qui peinent, qui suent pour faire donner du blé à la terre, qui ont les mains calleuses, qui affrontent le vent, la pluie et la maladie.

Ensuite, il ne s'agit pas pour eux de s'isoler du monde, il s'agit en fait de reprendre la lutte ancestrale des communautés villageoises contre les seigneurs en occupant collectivement les terrains communaux (puisque'ils appartiennent à tous...)

Et le conflit avec les classes dominantes est immédiat, d'autant qu'à cette époque dans toute l'Angleterre, les Landlords (grands propriétaires) essayent de s'emparer de ces terrains pour les livrer à l'élevage ou à la grande culture, très rentables (c'est «le mouton qui tue l'homme»...)

Un épisode est très particulièrement significatif. Winstanley et un de ses camarades se rendent à la ville pour voir le général d'armée afin de faire cesser les provocations ; lorsqu'ils entrent dans la salle, leurs chapeaux leur sont violemment ôtés : ils répliquent immédiatement qu'en tant qu'hommes libres, ils ont droit de conserver leurs chapeaux et qu'ils ne parleront pas sans les avoir sur la tête (...)

Les Niveleurs ont pris parti dans la Révolution anglaise mais ils ont aussi tenté d'être autre chose qu'une masse de manoeuvre au service de la bourgeoisie. Ils ont cherché une solution qui soit aussi celle de l'imense peuple des paysans, des ouvriers des villes et des

campagnes. Cette solution était à court terme, et on peut la juger aujourd'hui utopique car le prolétariat n'était pas encore la classe révolutionnaire qu'il deviendra au XIX^e siècle. Ce fut cependant une expérience porteuse d'avenir car elle contenait en elle-même cette leçon et cela, le réalisateur le montre très bien. (...)

Il faudrait parler aussi de ces personnages utilisés comme révélateurs par le réalisateur :

- la femme du pasteur qui croit trouver avec les Niveleurs une solution à ses problèmes personnels mais, effrayée par la vie dure des paysans, les risques de répression, rejoint son pisse-froid de mari et sa vie de bourgeoisie oisive ;
- les «divagants», ces espèces d'anarchistes très reconnaissables, théorisant la paresse et le vol et qui se sauvent, après avoir profité de la communauté, dès qu'il y a danger...

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur ce film remarquable, je ne peux qu'inviter tous ceux qui le peuvent à aller le voir, le plus rapidement possible (car il risque de ne pas rester longtemps).

D.B. Massy

Le film passe au cinéma «l'entrepôt», 7-9 rue, F. de Pressensé, métro Pernety, PARIS.

Programme télé

SAMEDI 8 JANVIER

DIMANCHE 9 JANVIER

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto 1
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Numéro un
21 h 30 - Chapeau melon et bottes de cuir
22 h 30 - Catch à quatre
23 h 00 - JOURNAL ET FIN

A 2

18 h 00 - La course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 40 - La caméra invisible
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Les beaux messieurs de bois doré
22 h 00 - Questions sans visage. Document
22 h 45 - Drôle de baraque
23 h 25 - JOURNAL ET FIN

FR 3

18 h 45 - Musique buissonnière
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 40 - Samedi chez nous
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Cavalcade. Magazine du cheval
20 h 30 - L'envolée belle
21 h 55 - JOURNAL

TF 1

17 h 00 - Festival Gary Cooper. Les 3 lanciers du Bengale. Film américain
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - Le grand restaurant. Film français
22 h 00 - La leçon de musique. La clarinette
22 h 55 - JOURNAL ET FIN

A 2

18 h 05 - Vivre libre. Les pillards
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Harry Belafonte
21 h 30 - Rush
22 h 30 - Le musée imaginaire d'Eugène Ionesco
23 h 25 - JOURNAL ET FIN

FR 3

18 h 45 - Spécial Dom Tom
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - JOURNAL
20 h 05 - La flèche noire. Feuilleton
20 h 30 - L'homme en question
21 h 30 - Aspects du court métrage français
22 h 20 - JOURNAL
22 h 30 - Cinéma de minuit. La vie d'Émile zola

SIONISTES ASSASSINS



Mahmoud Hamchari



Mohamed Boudia



Bassil Koubeissi



Mahmoud Saleh

SOLIDARITÉ AVEC LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE !

PAR YOMNA EL KHALIL

Le réquisitoire de Vincent Monteil

(Témoignage apporté au cours de la conférence de presse organisée par l'OLP, après l'assassinat de Mahmoud Saleh, le 5 janvier 1977)

J'atteste ici que, Mahmoud Hamchari étant mort le 9 janvier 1973 à l'hôpital Cochin des suites de ses blessures ; à peine un mois plus tard, j'étais reçu, à ma demande, par le juge d'instruction de cette affaire, Galmiche. Je lui reprochai de n'être jamais allé voir Mahmoud à l'hôpital Cochin alors qu'on pouvait y aller — j'y suis allé très souvent — lui parler et obtenir de lui certaines informations très importantes. J'ai, à ce moment-là, dit au juge Galmiche que l'homme qui avait ordonné cette exécution et qui, plus tard, ordonna les deux autres assassinats, celui du docteur Koubaïsi, en avril 1973, et celui de Mohamed Boudia, en juin 1973, est le même qui avait, à Rome, ordonné l'exécution de Zwaïter, le représentant de l'OLP et qui avait ordonné, à Nicosie, l'exécution d'Aboul Khair, le même enfin qui avait ordonné, à Oslo, l'exécution du Marocain Bouchikhi, en juillet 1973.

J'indiquais au juge, dès ce moment-là, dès février 1973, que j'avais des raisons, que je lui indiquais, extrêmement fortes, de penser que cet homme était le colonel H. Lieberman, qui porte en Israël un autre nom, Livnat. Il avait été, en 1965, attaché militaire à l'ambassade d'Israël à Paris. Ce colonel Lieberman, ayant un honorable correspondant dans une ville de province en France, j'ai demandé qu'une commission rogatoire soit envoyée là-bas pour interroger cette personne. On n'a rien fait, pendant un an.

PROCÈS EN NORVÈGE

Enfin, en 1974, un an après, est intervenu un fait nouveau : un petit pays, la Norvège, malgré les pressions sionistes extraordinaires, avait réussi, en violant l'immunité diplomatique d'un diplomate israélien, à mettre la main sur à peu près la moitié des membres du commando qui avait assassiné le Marocain Bouchikhi. La Norvège a arrêté tous ceux qu'elle a pu prendre, qui étaient tous israéliens, membres du Mossad, les services «contre-terroristes», comme ils disent, israéliens.

Elle les a jugés et elle les a condamnés.

Le jugement a eu lieu pendant le mois de janvier 74.

A ce moment-là, j'ai donné les identités que je connaissais et il y en a une qui est prouvée, parce qu'il a été condamné pour assassinat à Oslo, c'est Abraham Gehmer, qui était diplomate à l'ambassade d'Israël à Paris.

PARIS, PLAQUE TOURNANTE DU TERRORISME SIONISTE

Toute la presse internationale et la presse norvégienne en particulier ont écrit ; notamment, après avoir interrogé le procureur qui était chargé de cette affaire, tous ont écrit que la plaque tournante et la filière du terrorisme israélien en Europe est Paris, et plus exactement, à l'ambassade d'Israël à Paris. A ce moment-là, la justice française s'est émue de voir que les Norvégiens disaient des choses pareilles et, contacté par les Norvégiens, le juge a enfin décidé d'envoyer une commission rogatoire dans la ville de province où se trouve l'honorable correspondant. On l'a interrogé. On lui a montré une photographie, il l'a identifiée : «C'est mon ami, le colonel Lieberman, qui était attaché militaire à l'ambassade d'Israël à Paris». Cette photographie figure sur une carte d'identité française qui lui a été délivrée alors qu'il était attaché militaire en poste à Paris, en 1965, par la préfecture de police. J'ai posé la question aux échelons les plus élevés du Ministère de l'Intérieur, on m'a dit que c'était une faute professionnelle extrêmement grave. Certes, il y avait droit puisqu'il est né à Paris, mais étant attaché militaire d'une puissance étrangère, il ne pouvait pas avoir en même temps une carte d'identité française.

UN DOSSIER COMPLET REMIS AU GOUVERNEMENT

Là-dessus, je veux témoigner ici, quelles que puissent être les conséquences pour moi ; j'ai remis un dossier complet sur toute cette affaire d'assassinats, avec les noms, les dates, les faits, un dossier complet, le 5 février 1975 au préfet Michel Aurillac, actuellement à Marseille et qui était à l'époque directeur du cabinet de Poniatowski, ministre d'État et ministre de l'Intérieur ; donc, tout ce que je viens de vous dire, au minimum, il en savaient bien plus. Mais il savait au moins cela. D'autre part, j'ai demandé à M. Roger Chénaut, dont vous connaissez la place très importante dans le parti des Républicains Indépendants. Je lui ai remis une copie de ce rapport et je lui ai demandé de le communiquer au chef de l'État. Il ne m'a pas dit un mot, il est parti avec le rapport, je ne sais s'il l'a fait. En tout cas, lui a été mis au courant. Donc, les plus hautes autorités françaises savent qu'il y avait des noms, qu'il y avait des faits, des dates...

Lundi 3 janvier, Mahmoud Saleh est assassiné à Paris, par un commando sioniste. Depuis deux ans, les provocations sionistes contre Mahmoud n'ont pas arrêté : deux fois, sa librairie a été détruite par les sionistes qui signaient leurs attentats. A plusieurs reprises, la devanture de la librairie a été couverte de slogans sionistes. Malgré tous ces faits, la presse bourgeoise, alimentée par la police française, ose affirmer que cet assassinat pourrait être le fait d'un «règlement» entre Arabes. Il ne s'agit que d'un moyen pour étouffer l'affaire, laisser les crimes sionistes impunis et surtout, de préparer la voie à une série d'assassinats de Palestiniens ou d'amis du peuple palestinien. D'après certaines informations, la police est lancée actuellement sur une piste qui appuierait son idée de «règlement de

compte». Cela laisse le temps au commando terroriste de se retirer tranquillement.

Mais ce début d'«enquête» rappelle exactement ce qui s'est passé lors de l'assassinat de Mahmoud Hamchari en décembre 1972. En effet, lorsqu'ils ont appris la nouvelle, les journaux bourgeois avaient tiré sur le fait que Mahmoud Hamchari «s'était tué lui-même en manipulant une bombe». Par là, ils voulaient nier que des sionistes puissent être les terroristes. Mais quelques jours plus tard, ces mêmes journaux, ne pouvant plus nier ce fait, justifiaient à leur manière, l'assassinat. Ne va-t-on pas suivre la même voie pour l'assassinat de Mahmoud Saleh ? Ne va-t-on pas chercher à «prouver» qu'il était un «terroriste» comme pour Mahmoud Hamchari, Mohamed Boudia et Bassil Koubeissi ?

Paris, plaque tournante du terrorisme israélien

Depuis le procès d'Oslo, en janvier 1974, il est confirmé que les responsables de ces assassinats sont les services secrets israéliens, nommés «le Mossad».

D'après le livre de Philippe Bernert, «Roger Wibot et la famille pour la DST», paru en 1975, la DST a contribué à la création du «Mossad» en Israël. La DST et le Mossad ont travaillé ensemble, notamment en

Algérie. Des liens existent toujours entre ces deux organismes.

TOUS LES ASSASSINS SIONISTES TRANSITENT PAR PARIS

Ce qu'a révélé aussi le procès d'Oslo, c'est l'importance de Paris dans la préparation des assassinats des militants arabes :

D'après ces indications, il a été prouvé que Dan

Aerbel, Abraham Gehmer, Sylvia Raphaël et le colonel Lieberman se trouvaient à Rome lors de l'assassinat de Wael Zwaïter, et à Paris lors de l'assassinat de Mohamed Boudia. Le colonel Lieberman se trouvait à Paris lors de l'assassinat de Mahmoud Hamchari.

De même, les balles qui ont tué Zwaïter à Rome, Koubeissi à Paris et Bouchikhi en Norvège, proviennent d'un même fusil,

un 22 long-rifle modifié. Les débris des bombes qui ont tué Mahmoud Hamchari, Mohamed Boudia à Paris et Aboul Kheir à Nicosie montraient qu'elles étaient fabriquées de la même façon.

DIX PLANQUES PARISIENNES POUR LE MOSSAD

A leur arrestation en Norvège, les terroristes israéliens sont fouillés. Steinberg porte sur lui un carnet d'adresses où figurent de nombreux numéros de téléphone à Paris. A partir de ces numéros, on découvre qu'il y a au moins une dizaine d'appartements servant de points de chute aux commandos terroristes. Les loyers de ces appartements sont payés d'avance et pour très longs temps.

A partir de ces faits, Madame Aanestad, de la police norvégienne, a pu convaincre le procureur que les membres du commando d'Oslo, sauf une suédoise, sont impliqués dans le meurtre de Palestiniens à Paris. Le procureur a finalement impliqué les accusés dans les activités internationales des services secrets israéliens.

Lorsque le procureur italien a connu les faits, il a lancé des mandats d'arrêt contre le commando d'Oslo et a demandé son extradition. Mais en France, malgré toutes ces preuves, et celles apportées par Vincent Monteil, le juge n'a pas réagi. Il pense que le dossier est encore vide. C'est fort de toute impunité que le «Mossad» a assassiné Mahmoud Saleh. La passivité des autorités françaises laisse la main libre aux assassins israéliens en France. Tous les Palestiniens et amis du peuple palestinien sont menacés.

Conséquence de la nature de l'État d'Israël



Les crimes sionistes en Europe sont directement liés à la nature terroriste de l'État d'Israël. Fondé en 1948 par la terreur, l'État sioniste n'a cessé depuis de massacrer le peuple palestinien. Depuis le mandat britannique sur la Palestine, les sionistes ont ainsi tué des milliers de Palestiniens ou les ont chassés de leur terre. Et, depuis la création de l'OLP et le développement de la Révolution Palestinienne, l'État d'Israël cherche par tous les moyens à éliminer le peuple palestinien dans le monde. En Palestine occupée, les soulèvements

à un grand nombre de Palestiniens. L'État d'Israël ne peut vivre que sur la négation des droits fondamentaux du peuple palestinien, qui sont le retour à leur patrie et l'établissement d'un État démocratique. C'est pour cette raison que les sionistes cherchent à liquider le plus grand nombre de Palestiniens, à faire subir à ce peuple un véritable génocide. C'est pour cette raison que cet État terroriste et raciste, base d'agression de l'impérialisme au Moyen-Orient, doit être détruit.

à un grand nombre de Palestiniens.

L'État d'Israël ne peut vivre que sur la négation des droits fondamentaux du peuple palestinien, qui sont le retour à leur patrie et l'établissement d'un État démocratique. C'est pour cette raison que les sionistes cherchent à liquider le plus grand nombre de Palestiniens, à faire subir à ce peuple un véritable génocide. C'est pour cette raison que cet État terroriste et raciste, base d'agression de l'impérialisme au Moyen-Orient, doit être détruit.